

Lutte Ouvrière

Guinée - France

dictature
et
bonnes
affaires

P. 11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 747 - 25 septembre 1982 - prix : 6 F

BEYROUTH



Les massacreurs et leurs complices



Voir nos articles
pages 3 à 6

sommaire

Dans le monde

Pages 4 à 6 :

- Les massacres dans les camps palestiniens à Beyrouth :
 - Dans la logique de la politique de l'Etat sioniste.
 - Une décisions prise au sommet.
 - Avec la complicité des grandes puissances.
 - Pérès - Begin : une même politique.
 - Des protestations en Israël.
 - La politique US reste fondamentalement la même.
 - Les embarras de la politique du gouvernement français.

Page 7 :

- Crise gouvernementale en RFA.
- Changement de majorité en Suède : la même politique continue.

Page 10 :

- Roumanie : disette et despotisme.

Page 11 :

- Mitterrand - Sékou Touré : une vieille amitié.
- Le règne de Sékou Touré : 25 ans de dictature.
- L'impérialisme en Guinée.

En France

Page 8 :

- Mauroy aux bidasses : demain on rase gratis... mais on rase propre.
- On ne pénalisera pas les industriels : c'est Chevènement qui le dit.

Page 9 :

- Le PCF et le gouvernement : la valse hésitation.
- « Soignons français » : un poison de la conscience.

Page 12 :

- Laissons Giscard à son destin.
- Lancelot : l'UDF est dans le lac.
- Rue Rossini : la bavure est ravalée.

Page 13 :

- Logement : les propriétaires feraient-ils la grève des locations ?

Pages 14 et 15 :

- Dans les entreprises : Citroën Aulnay ; aciéries de Pompey ; Roussel-Uclaf Romainville ; Cégédur Issoire ; Creusot-Loire Saint-Chamond ; central téléphonique Inter-Archives Paris.

Culture

Pages 16 et 17 :

- Livres : Correspondance 1929-1939 de Trotsky et Rosmer ; Le cachot de D. Langlois ; Le joueur d'échecs de Stefan Zweig ; Le fleuve détourné de R. Mimouni ; Le lapin de lune d'A. Gerber ; Maria Canossa de S. Paretti.

Pages 18 et 19 :

- Exposition : Musée de la musique mécanique.
- Films : Jaguar ; Blade Runner ; La fièvre de l'or ; Et tout le monde riait ; Killer of sheep.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF...

• Sollicitude de ministre

Dans une interview accordée à L'Express, Jean Le Garrec, le ministre de l'Emploi, déclare vouloir « s'appuyer sur les petites et moyennes entreprises où, selon lui, la potentialité de créations d'emplois serait la plus forte. »

Et s'appuyer sur les PME, en langage de ministre, cela signifie accroître les aides de l'Etat. Car, ajoute-t-il, « il est frappant de constater que les aides de l'Etat étaient conçues en fonction des grandes entreprises. Il est donc nécessaire de les adapter aux petites et moyennes. C'est ce que nous avons fait pour les entreprises qui dépassent le seuil des dix salariés ». Il envisage en outre « d'assouplir la formule » des contrats de solidarité, pour que les PME puissent « profiter des aides prévues » dans ces contrats, et de prolonger les aides sur trois ans au lieu de deux.

Ces aides étatiques aux petites et moyennes entreprises permettront-elles vraiment de créer de nouveaux emplois ? Certainement pas, pas plus en tout cas que ne l'ont fait tous les milliards versés aux grandes entreprises, que ce soit sous forme de subventions, d'aides à la relance ou de contrats de solidarité.

Seulement, on peut remarquer que cette sollicitude du ministre de l'Emploi vis-à-vis des PME vient, comme par hasard, juste après la manifestation des petits patrons du 13 septembre dernier...

• Des ratés dans l'atome

A en croire les responsables d'EDF, un mal mystérieux frappe les centrales nucléaires françaises. Toutes n'en meurent pas, mais toutes — ou presque — sont frappées. C'est ainsi qu'un réacteur de la centrale de Fessenheim et que deux réacteurs de celle de Bugey sont arrêtés. Selon EDF, il s'agirait de la défaillance d'une pièce métallique de 10 cm. Rien de grave... selon eux, mais il vaudrait tout de même mieux remplacer les pièces en cause, ce qui nécessite plusieurs semaines d'arrêt.

D'autre part, un certain nombre d'autres centrales connaîtraient un mauvais fonctionnement du fait de pannes survenant aux turbo-alternateurs. Selon Le Canard enchaîné qui donne ces informations, il s'agirait là de défauts de fabrication de ces pièces dus au fait que l'entreprise suisse qui les fabriquait, la CEM, avait été contrainte de céder ses ateliers à l'entreprise française Alstom... qui n'aurait pas apporté le même soin à ces fabrications que son concurrent suisse. Une conséquence imprévue du « produire français », en quelque sorte !

Quoi qu'il en soit, ces nouvelles des centrales nucléaires ne sont pas plus rassurantes que cela ! On nous avait pourtant soutenu qu'elles étaient au-dessus de tout soupçon pour ce qui concerne leur fiabilité et leur sécurité. Quelques années à peine après leur mise en service, elles sont déjà en panne... De quoi inspirer des doutes sérieux sur la capacité de leurs constructeurs à garantir la sécurité autrement qu'en paroles, pour faire avaler la pilule au bon peuple !

• Lentement mais sûrement

Les économistes de tout bord ont beau assurer — surtout quand ils sont au gouvernement — que la fin de la crise se rapproche chaque jour un peu plus, les chiffres, eux, continuent de dire le contraire. Ainsi, au mois d'août, la production industrielle a diminué de 0,5 % aux USA, la production des biens d'équipements diminuant de 1,5 % et celle des biens de consommation de 1,2 %. L'indice de la production du secteur automobile a baissé, lui, de 16 %. Il ne s'agit apparemment pas là d'un phénomène passager, puisque la tendance est à la baisse d'une manière pratiquement continue depuis plus d'un an.

Armée :

Un soldat sanctionné pour avoir été trouvé en possession du journal « Rouge »

Dans une lettre adressée à Charles Hernu, ministre de la Défense, Alain Krivine proteste contre le fait qu'un jeune soldat, Philippe Tronet, récemment incorporé sous les drapeaux au 1^{er} régiment d'artillerie de marine de Montlhéry, vient de se voir infliger dix jours d'arrêts pour avoir été trouvé en possession de Rouge. »

Rappelant que, par le passé, les partis de gauche ont pro-

testé contre « cette censure inadmissible », Alain Krivine dénonce le fait qu'aujourd'hui, alors que ces partis sont au gouvernement, « Rouge », l'hebdomadaire de la Ligue Communiste Révolutionnaire, demeure la seule publication politique interdite de séjour dans les enceintes militaires. »

Bien évidemment, Lutte Ouvrière s'associe pleinement à la protestation des camarades de la LCR.

Vendredi 8 octobre à 20 h 30

A PARIS

MEETING DE LUTTE OUVRIERE

AVEC

ARLETTE LAGUILLER



« Contre la droite, contre une gauche qui mène la politique de la droite, un autre choix pour les travailleurs ».

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor (5^e)

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Les massacreurs et leurs complices

Le général israélien Sharon a déclaré lui-même froidement, en fin de compte, devant le Parlement israélien, que c'était bien lui qui avait ordonné l'entrée des milices de la droite libanaise dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et de Chatila, à Beyrouth-Ouest.

Ainsi, non seulement les dirigeants d'Israël étaient informés de toute l'opération, mais ils ne se sont pas bornés à laisser faire. En réalité, ils l'ont eux-mêmes décidée. Délibérément.

Ces massacres d'au moins 1 500 personnes désarmées, enfants, femmes, vieillards pour la plupart — et on ne saura sans doute jamais le nombre réel des victimes — ont été perpétrés en toute connaissance de cause et avec le feu vert des dirigeants de l'Etat d'Israël.

Ceux-ci ne s'en cachent pas, ils n'éprouvent même pas le besoin de camoufler leurs crimes. Au contraire, ils assument au plus haut niveau, et à la face du monde, les développements logiques de la politique de l'Etat d'Israël : une politique fondée sur la force et qui l'oblige, pour se maintenir, à recourir à la force brutale, à chaque étape, vis-à-vis des peuples de la région.

Ces massacres ne sont pas des « bavures ». En en prenant officiellement la responsabilité, Sharon et Begin le déclarent eux-mêmes. Ces massacres font consciemment partie de leur politique — une politique qu'ils appliquent sans tenir compte le moins du monde des réactions qu'elle peut susciter, en Israël même ou dans le monde. De cela, ils se moquent, car ils se savent assurés de l'impunité.

Et en effet, aujourd'hui, malgré le concert de protestations que les massacres de Beyrouth ont déclenché, malgré les déclarations « horribles » de Reagan et de Mitterrand, rien n'entrave Israël dans sa politique. Les protestations de la part des dirigeants des grandes puissances restent platoniques.

Bien sûr, le gouvernement français avec celui des Etats-Unis renvoient des « marines » et des parachutistes au Liban. Ils ont même annoncé cette décision avec solennité. Et ils l'entourent de grandes phrases sur leur volonté de paix, sur leur désir de faire « respecter le droit des gens », comme a dit Mitterrand. En France, même les partis de droite sont d'accord avec lui là-dessus.

Mais qu'est-ce que c'est que cette paix que les dirigeants des grandes puissances impérialistes prétendent vouloir ramener au Liban, maintenant que ce pays est

envahi dans toute sa partie sud et dans sa capitale par l'armée israélienne, maintenant que les massacres des populations civiles palestiniennes ont eu lieu, et que la terreur règne parmi les survivants ? L'intervention des grandes puissances ne fait en somme qu'officialiser cette situation de fait établie par la force par Israël et son armée.

L'invasion du Liban par l'armée d'Israël remonte maintenant au mois de juin, et pendant tout ce temps, les mêmes grandes puissances ont laissé faire. Cette armée ne massacrait pas des civils à l'arme blanche, peut-être, comme à Sabra et à Chatila, mais elle bombardait en grand, sans distinguer enfants, femmes ou vieillards. Ce n'était déjà pas une « simple » guerre entre des combattants armés, et le nombre des morts, qui se comptent par milliers depuis trois mois, est là pour le prouver.

C'est seulement lorsque l'armée d'Israël s'est arrêtée aux portes de Beyrouth que les militaires envoyés par les Etats-Unis, la France et l'Italie sont allés prétendument s'interposer. Et ils ne sont alors restés sur place que juste le temps nécessaire pour faire partir les combattants palestiniens, pour ensuite laisser la place libre à l'armée d'Israël, qui s'est empressée d'entrer dans Beyrouth, et à ses protégés des milices de la droite libanaise, qui se sont précipités pour massacrer des populations livrées sans défense.

Les dirigeants occidentaux se défendent, maintenant que le crime a été commis impunément, en disant qu'ils ne pouvaient pas prévoir. Mais tout le monde sait que la situation au Liban contenait le risque de tels massacres. Ce n'est pas nouveau. La droite libanaise est organisée en milices puissantes, elle a déjà massacré dans des camps de réfugiés palestiniens, faisant des milliers de morts.

En fait, les Etats-Unis surtout, qui financent et arment Israël et qui auraient des moyens de pression décisifs sur cet Etat s'ils le voulaient, ont laissé l'armée israélienne commettre ses forfaits tout-à-fait consciemment. Comme aujourd'hui, malgré ce qui s'est passé, ils laissent continuer ses opérations de police, ses ratissages et ses rafles parmi les gens de la gauche libanaise.

Si les dirigeants de l'Etat israélien sont plus ouvertement cyniques, ceux des grandes puissances impérialistes sont leurs complices. La paix qu'ils prétendent aujourd'hui vouloir promouvoir au Liban, c'est la paix des cimetières.

Arlette LAGUILLER

La politique de l'Etat sioniste, néfaste pour les Juifs eux-mêmes.

De la même façon qu'au lendemain de l'attentat de la rue des Rosiers, les dirigeants de l'Etat israélien, ainsi que nombre de représentants de la communauté juive en France, accusaient ceux qui dénonçaient la politique menée par Israël au Liban d'être responsables de la tuerie du restaurant Goldenberg ; de la même façon, les sionistes brandissent aujourd'hui le même argument, le même chantage, envers ceux qui s'élèvent contre les massacres de Chatilla et de Sabra, les désignant comme les principaux artisans d'une renaissance de l'antisémitisme.

L'ambassadeur d'Israël en France Meir Rosenne est devenu expert dans cette forme de chantage. Lundi, alors que la presse découvrait l'ampleur des massacres des Palestiniens, il déclarait notamment : « Ce qui se passe dans les médias depuis quarante-huit heures est un appel au meurtre contre tout Israélien et tout Juif ».

Ainsi, ce ne serait pas les

atrocités commises ou couvertes par l'Etat d'Israël qui pourraient se retourner contre les Juifs, mais leur simple dénonciation. Et la solidarité réclamée, exigée, envers la politique sioniste est présentée comme le seul garant, le seul rempart possible au développement de l'antisémitisme. C'est faux !

Aujourd'hui, les Juifs du monde entier ont de quoi être inquiets effectivement. Non parce que des voix s'élèvent pour dire que Begin et Sharon sont des assassins, mais parce que la politique de l'Etat qui prétend représenter tous les Juifs est une politique de terreur qui ne peut engendrer que des réactions de révolte ou de désespoir pouvant se retourner contre les Juifs eux-mêmes.

Au Moyen-Orient d'abord. Là Israël s'est toujours imposé par la force aux peuples et aux Etats arabes.

Et plus les sionistes conquerraient de territoires, plus ils asservissaient de peuples, plus grande était la terreur qu'il leur fallait employer pour maintenir

leur domination. Une autre politique aurait certes été possible, qui se serait préoccupée de rechercher des relations de coopération et de fraternité avec les peuples voisins. Mais les dirigeants sionistes n'ont jamais fait ce choix parce qu'ils représentent non pas les intérêts du peuple juif mais ceux de la bourgeoisie israélienne alliée de l'impérialisme américain.

Aujourd'hui comme hier, la politique de terreur engendre au Moyen-Orient la haine contre Israël. Et plus les sionistes affirmeront dans cette région du monde leur « droit du plus fort », plus ils exacerberont des oppositions, voire un antisémitisme dont les Juifs d'Israël risquent d'être victimes un jour. En fait, le seul choix qu'offre le sionisme à tout un peuple est celui de rester le bourreau pour ne pas devenir la victime.

Dans les autres pays du monde, le danger de résurgence de l'antisémitisme est certes réel. Les sociétés occidentales malades de la crise

peuvent de nouveau engendrer l'antisémitisme et ses ravages. Mais précisément, ce n'est pas la politique des dirigeants israéliens qui peut, de quelque façon que ce soit, constituer une protection contre ce danger.

Et la politique actuelle des dirigeants israéliens est d'ores et déjà néfaste aux Juifs. On l'a vu avec les attentats anti-israéliens ou antisémites qui ont encore eu lieu dernièrement à Paris et à Bruxelles. Car quels que soient leurs véritables auteurs, ces forfaits ont été accomplis à l'ombre, on devrait dire plutôt à la faveur de la politique d'Israël au Liban.

Il n'est pas à l'heure actuelle un seul Juif lucide qui puisse approuver, ou se sentir solidaire de ce que font les dirigeants israéliens. Car la politique des Begin et des Sharon, qui consiste à écraser la volonté des peuples, s'accompagne du même mépris à l'égard de leur propre peuple, celui d'Israël, comme celui de la diaspora.

Certes, de nombreux Juifs, du fait de tout un passé tragique, expriment une solidarité plus profonde à l'égard de l'Etat et des dirigeants d'Israël que ne le font d'autres peuples vis-à-vis de leur propre gouvernement. Mais quoi que certains puissent penser, en Israël comme dans tout autre pays, les possédants et l'Etat à leur service sont, eux, les véritables ennemis du peuple juif.

Begin et Sharon, de même d'ailleurs qu'un Shimon Pérès, sont guidés par les impératifs d'un Etat de même nature que les autres Etats, par les impératifs de leur classe dirigeante. Et que ces impératifs soient en contradiction avec ceux de la population juive, qu'ils lui soient même profondément néfastes, là n'est pas leur problème.

Les Juifs n'ont aucun intérêt à se sentir solidaires des dirigeants israéliens. Ceux-ci ne les défendent pas.

Les massacres des camps palestiniens à Beyrouth

DANS LA LOGIQUE DE LA POLITIQUE DE L'ETAT SIONISTE

Dans la condamnation quasi générale des massacres des camps palestiniens de Beyrouth, ce qui domine, ce n'est pas la condamnation de la politique globale de l'Etat sioniste. Ce qui domine, c'est la réprobation envers ce qu'on appelle « une faute », voire une maladresse, ou des excès. Le secrétaire du Parti Socialiste en France, Jospin, a même fait à cette occasion une « **cruelle découverte** » quant à la politique de Menahem Begin.

Hypocrisie que tout cela ! Les massacres de Sabra et de Chatila ne constituent pas un malheureux « accident de parcours » dans l'application d'une politique qui serait par ailleurs justifiée. Ils ne constituent pas une « bavure », énorme mais « bavure » quand même. En fait, ils s'intègrent dans la logique de la politique de l'Etat d'Israël telle qu'elle est incarnée par Menahem Begin et Ariel Sharon aujourd'hui.

Au niveau des faits, la responsabilité directe des autorités israéliennes s'est établie crûment au fil des jours. Si, dans un premier temps, les miliciens qui ont perpétré les massacres pouvaient sembler n'avoir que (!) bénéficié du consentement tacite des forces armées israéliennes, ce qui était déjà de toute façon reconnaître la responsabilité de l'Etat d'Israël, il est apparu cependant depuis lors que toute l'opération a en fait été froidement, délibérément commanditée par le gouvernement et les chefs militaires israéliens eux-mêmes.

La politique israélienne est une politique de force pure et simple.

La création de l'Etat d'Israël répondait pour les sionistes à l'espoir de fonder un refuge pour les Juifs persécutés. Ils eurent à affronter, y compris par des moyens militaires, l'impérialisme britannique. Mais la création de cet Etat se fit aussi sur la dépossession de la population arabe présente dans la région, à laquelle les dirigeants sionistes choisirent de s'imposer par la force.

Ce choix-là n'était pas inéluctable. En tout cas, il entraînait pour conséquence l'hostilité générale des peuples et des Etats environnants. C'est sans doute à juste titre que la population d'Israël a pu nourrir le sentiment d'être menacée en permanence.

Mais qu'ont-ils donc fait, les dirigeants de l'Etat d'Israël, pour désarmer les méfiances, les hostilités, pour gagner la confiance des peuples de la région, pour leur montrer, de fait, qu'il y avait une cohabitation possible, bénéfique aux deux peuples au lieu d'être au seul détriment du peuple dépossédé de la Palestine ?

Non seulement les dirigeants sionistes n'ont rien fait dans ce sens, mais ils ont fait exactement le contraire : imposer par la seule force l'Etat d'Israël, l'accroître périodiquement

par la conquête militaire des territoires supplémentaires. Et, puisque ces conquêtes impliquaient l'oppression d'un nombre croissant de Palestiniens, d'Arabes, les frapper de terreur, frapper de terreur les peuples de la région pour leur enlever toute envie de résister. Mais comment donc une telle politique n'alimenterait-elle pas sans cesse l'hostilité des populations arabes contre Israël ?

Mais c'est la politique sioniste qui enferme Israël dans ce piège, en justifiant ainsi la nécessité pour Israël de devoir se maintenir en permanence par la force.

Dans la logique de cet engrenage, l'actuelle guerre que

même l'Etat sioniste représente une nouvelle étape. Les hommes mêmes qui la dirigent n'en sont pas à leurs premières armes, si l'on peut dire, dans ce domaine. Lorsque l'Irgoun de Begin massacrait à Deir Yassin en 1948 et que Sharon massacrait à Qibya en 1953, leur volonté politique était d'emblée de terroriser la population palestinienne, de la contraindre au silence.

Mais avec l'invasion du Liban en juin dernier, avec les bombardements de Beyrouth, ces dirigeants ont franchi un important pas de plus dans la fuite en avant. Il ne s'agissait pas d'une simple opération contre les combattants de l'OLP, au nom de la « paix pour la Galilée », comme le voulait la thèse officielle. Quand une armée moderne bombarde toute une population, c'est un objectif politique qu'elle poursuit, et certes pas un objectif de paix. La population d'Israël s'en trouve même encore plus éloignée que jamais.

Cet objectif politique, le gouvernement israélien l'a pourtant poursuivi jusqu'au bout. La trêve pour la population palestinienne et libanaise n'a duré que le temps de faire place nette aux moindres frais pour l'armée de Sharon, en per-

mettant l'évacuation des combattants de l'OLP, sous la tutelle de la force dite d'interposition des puissances impérialistes. A l'époque, c'était officiellement la condition d'un retour à « la paix » au Liban. Une paix sur la base d'un écrasement de la Résistance palestinienne et sur les cadavres de milliers de civils impuissants.

A peine cependant un nouveau président libanais était-il élu, qu'il était assassiné et que l'armée israélienne en profitait pour aller toujours plus de l'avant, en occupant directement Beyrouth. Là aussi, il s'agissait officiellement de prévenir d'éventuels « désordres » et « toute effusion de sang ». Deux jours après, Israël faisait donner les soudards des milices à sa botte. Quels qu'aient été les exécutants directs des massacres, ces derniers sont dans la droite ligne de l'ensemble de la politique israélienne. Le choix fait, il y a 3 mois, par Begin et Sharon en envahissant le Liban impliquait, dans des délais plus ou moins rapides, ces mécanismes qui sont ceux d'une politique de la terreur.

Aujourd'hui, les gouvernements occidentaux protestent formellement contre les massacres de Sabra et de Chatila. Ils jugent sans doute ne pas pouvoir faire moins, mais ils ne

poussent en aucune façon le dégoût jusqu'à condamner l'ensemble d'un choix politique avec lequel ils sont fondamentalement d'accord. L'existence d'un Israël fort, d'un bras armé capable d'inspirer la terreur aux masses arabes du Proche-Orient, sert les puissances impérialistes.

En laissant faire Begin et Sharon en Cisjordanie, à Gaza, dans le Golan, puis au Liban, elles assumaient elles aussi la responsabilité de massacres de populations.

Les dirigeants israéliens créent le fait accompli de la guerre à outrance, ils agissent délibérément, et ils n'ont cure des protestations toutes platoniques de ce qu'on appelle l'opinion de la « communauté internationale ». Même s'ils sont ouvertement critiqués aujourd'hui, cela ne constitue pas en soi une « défaite politique » pour eux, comme une bonne partie de la presse l'a présenté. Leur problème, c'est de s'imposer en menant une politique de force. Dans cette voie, Begin et Sharon se montrent certes particulièrement cyniques, brutaux et inhumains. Mais les dirigeants de l'impérialisme, à l'ombre desquels ils sévissent impunément, ne le sont pas moins — ils sont seulement plus hypocrites.

C.L.G.

POUR QU'ON NE PARLE PLUS DU MASSACRE DE SABRA ET DE CHATILA, CE QU'IL FAUDRAIT C'EST UNE AUTRE GUERRE !..



Avec la complicité des grandes puissances

Face à l'agression d'Israël contre le Liban, les grandes puissances du monde occidental se sont posées en protectrices de la paix, en affectant de jouer la carte politique face aux menées guerrières du gouvernement Begin-Sharon. Avec leur « force d'interposition », elles jouent à nouveau la même comédie... après que les massacres des camps palestiniens de Beyrouth ont eu lieu.

Mais faut-il rappeler que cette « force d'interposition », ces mêmes puissances ne l'ont envoyée qu'après avoir laissé Israël envahir impunément le Liban, bombarder, détruire et tuer à Saïda, à Tyr, à Nabatieh, arriver aux portes de Beyrouth et bombarder la capitale elle-même ?

Combien de milliers de cadavres auront-elles laissé s'accumuler avant de s'emouvoir, avant de faire même un geste !

Et si Beyrouth n'a pas été carrément envahi par l'armée

israélienne dès ce moment-là, c'est qu'Israël reculait devant les risques de combats acharnés dans les rues et les maisons, avec toutes les pertes pour ses propres troupes que cela aurait entraînés.

Dès lors, le rôle que cette force militaire multinationale est allée remplir au Liban était clair : les USA, la France et l'Italie n'ont maintenu leurs soldats que le strict temps nécessaire à l'évacuation des combattants de l'OLP, et les ont rappelés aussitôt cela réglé, pratiquement comme s'ils avaient voulu délibérément laisser le champ libre aux agissements des milices chrétiennes et de l'armée israélienne.

Qu'ont-elles fait d'autres troupes de la « force d'interposition », en fin de compte, que d'ôter aux Palestiniens du Liban leurs derniers défenseurs et de les laisser désarmés devant les massacreurs ?

Comment les Etats occi-

dentaux pourraient-ils prétendre sérieusement en effet qu'ils ne pouvaient pas prévoir ce qui risquait de se passer ? Et ce n'est certainement pas le seul assassinat de Béchir Gemayel qui entraînait ce risque. Laisser la population civile des camps palestiniens sans plus aucune défense, dans un Liban qui a déjà connu au cours de la dernière décennie plusieurs massacres de population par l'extrême-droite libanaise, c'était prendre un risque conscient, inclus dans l'ensemble de la situation et du rapport des forces au Liban.

Quelle sorte de paix pouvaient-ils envisager, dans ce Liban déchiré par une impitoyable guerre civile en 1975-1976, au cours de laquelle les milices chrétiennes des Gemayel donnèrent notamment l'assaut aux camps palestiniens de Beyrouth-Est ?

Le nom d'un camp comme

celui de Tell-el-Zaatar qui, après avoir résisté farouchement, fut investi par les Phalanges qui massacrèrent au moins 2 000 personnes (été 1976) n'est pas si loin dans les mémoires.

Le fait qu'aujourd'hui Sharon prétende lui aussi qu'il « ne pouvait pas imaginer que les forces phalangistes se livraient à des massacres » ne fait que rajouter au cynisme de l'ensemble de cette attitude. D'ailleurs, pour compromettre Shimon Perez, il a lui-même carrément dit qu'à Tell-el-Zaatar déjà les officiers israéliens auraient été impliqués dans ces massacres.

Encore Tell-el-Zaatar fut-il défendu par les combattants palestiniens. Les gens de Sabra et de Chatila, eux, ont été livrés en connaissance de cause à des ennemis déterminés, aidés et couverts par les plus hautes instances de l'armée israélienne.

C.L.G.



Dans le camp de Sabra, cette Palestinienne vient de découvrir les corps des membres de sa famille (photo AFP)

Une décision prise au sommet

Le ministre de la Défense Sharon a donc lui-même reconnu mercredi 22 septembre, lors du débat à la Knesset, qu'il avait autorisé les « phalangistes », « à leur demande », à pénétrer dans les camps palestiniens. Et il a affirmé que cette autorisation leur avait été accordée pour « liquider les éléments armés ». Et Sharon rajoutait même qu'il y avait un officier de liaison avec le commandement phalangiste et que l'armée avait illuminé l'opération au cours des premières nuits par des tirs de roquettes lumineuses. Il s'est simplement contenté de prétendre qu'il ne pouvait pas prévoir que cela tournerait au massacre des civils et s'abstient de parler des hommes du major Haddad, trop liés à Israël, préférant ne parler que de phalangistes.

Le matin du 15 septembre, les chars israéliens ont encerclé les camps de Chatila et de Sabra. Toute la journée, ces camps ont été bombardés par l'armée israélienne. Les habitants se sont retrouvés dans leurs abris ou ont essayé de se réfugier dans les hôpitaux. Jeudi toujours, des femmes et des enfants portant des drapeaux blancs sont sortis et ont demandé aux Israéliens d'arrêter les tirs. Leur demande était refusée.

Jeudi dans l'après-midi, deux bataillons se rassemblaient sur l'aéroport international de Beyrouth, tenu par l'armée israélienne, pour remonter vers le nord, en direction des camps.

« Un observateur des Nations unies près de l'aéroport a aussi vu des hommes armés quitter cette zone jeudi. Il a remarqué qu'ils portaient l'uniforme des Phalanges et a observé leurs jeeps. Etant donné que ces hommes portaient aussi des insignes de l'armée privée du commandant Haddad, mais conduisaient des jeeps n'ayant aucune poussière sur leurs roues, il en a conclu qu'ils avaient dû venir au Sud-Liban par avion. On m'a par ailleurs indiqué lundi que deux Hercules C 130 israéliens ont atterri jeudi sur l'aéroport et que des hommes armés et des jeeps en sont sortis ».

C'est ce que rapporte le

Times. Ces hommes semblent donc s'être fait transporter par l'armée israélienne.

En route vers les camps palestiniens, ils se sont fait arrêter à un contrôle Israélien. Ils ont pu passer tout simplement. « Nous ne les avons pas arrêtés parce qu'ils étaient libanais et libres d'aller où ils le veulent », a déclaré dimanche un porte-parole israélien.

Ainsi donc, dans la soirée de jeudi, les deux bataillons ont pénétré dans les camps alors que les troupes israéliennes, elles, entouraient ces mêmes camps.

« Ils avaient des casques, des sacs sur le dos, on les a pris pour des Israéliens », rapportent quelques survivants. La plupart de ces hommes armés n'avaient aucun signe distinctif, toutefois certains portaient le sigle MP (Police Militaire des forces libanaises) ou l'insigne des Forces Libanaises ou encore celui de l'armée du Liban libre du commandant Haddad.

En Israël, Zeev Shiff, commentateur militaire du journal Haaretz, a déclaré : « C'est le ministre de la Défense, Ariel Sharon lui-même, qui a donné l'ordre d'autoriser l'entrée des forces phalangistes dans les quartiers palestiniens de Beyrouth-Ouest. Il a donné cette autorisation malgré les mises en garde de plusieurs officiers israéliens sur le ter-

rain, qui craignaient les conséquences néfastes d'une telle décision », annonçait Libération du 22 septembre. Et effectivement le journal Le Monde du même jour révèle que « le projet de faire rentrer des « phalangistes » dans les camps palestiniens de Beyrouth-Ouest avait été présenté au gouvernement le jeudi 16 septembre par le général Eytan, chef d'état-major de l'armée ».

Au moins 1500 femmes, hommes, enfants ont été massacrés sauvagement, systématiquement. Les gens ont été surpris, certains dans leurs lits, ou à table. Dans les camps, il n'y a pas pu y avoir une quelconque résistance, c'était une population totalement désarmée que les miliciens ont massacrée.

L'armée israélienne était aux premières loges pour voir ce qui se passait, et a laissé se poursuivre les massacres pendant 36 heures.

Selon quelques survivants, des femmes qui avaient réussi à s'enfuir se sont jetées aux pieds des officiers israéliens et libanais qui se trouvaient dans le secteur, pour les supplier de pénétrer à l'intérieur du camp et mettre fin aux atrocités qui s'y déroulaient. Mais les Israéliens ont refusé d'intervenir.

Citons enfin le témoignage publié par le Matin du 23 septembre, d'un médecin norvégien qui travaillait à l'hôpital Gaza dans le camp de Chatilla : « En traversant la rue principale du camp j'ai vu des cadavres amoncelés, des files de gens aux regards terrorisés devant des soldats. A l'extérieur du camp on nous a placés le long d'un mur, nous traitant de communistes... Nous fumes conduits à un local au-delà du poste de contrôle Israélien (...) Au quartier général israélien, l'ambiance était fraternelle entre Israéliens et miliciens ».

Shimon Peres-Menahem Begin

Une même politique

Pour le moment, le gouvernement Begin ne paraît donc pas remis en question, malgré les remous provoqués jusque dans les rangs du Likoud et du gouvernement par les massacres de Sabra et Chatilla. Il a refusé la constitution d'une commission d'enquête sur l'affaire, et le parlement israélien l'a suivi.

Le Parti Travailleur et son leader, Shimon Pérès, ont voulu se démarquer du gouvernement Begin dans ces événements. A l'annonce des massacres, Pérès réclamait sa démission.

Mais cette attitude ne peut pas faire illusion. Le même Pérès a soutenu totalement Begin et Sharon dès le commencement de l'opération d'invasion du Liban. Il s'est montré activement solidaire, alors que les troupes israéliennes semaient la mort sur leur chemin et bombardaient Beyrouth.

Si les travaillistes israé-

liens émettent aujourd'hui quelques réserves, ils sont d'accord, fondamentalement, avec la politique que mène Begin pour le compte de l'Etat sioniste et des classes dirigeantes du pays.

Ils en ont d'ailleurs fourni suffisamment la preuve pendant la trentaine d'années (1948-1977) durant lesquelles ils ont présidé eux-mêmes aux destinées de l'Etat d'Israël, déniaient eux aussi au peuple palestinien le droit d'avoir son Etat, menant les guerres qui se sont successivement déroulées.

Ce n'est pas une alternative que proposent Shimon Pérès et son parti aux Israéliens et aux Juifs de par le monde. Leur contestation vise tout au plus à donner à cette politique de l'Etat sioniste un visage plus présentable peut-être, en limitant les scandales autant que possible.

Des protestations en Israël

Dès les premières semaines du conflit, des voix s'élevaient en Israël, parmi les intellectuels mais aussi dans la presse et chez quelques officiers de réserve, pour condamner la politique de Begin. Une manifestation regroupant plusieurs dizaines de milliers de personnes avait eu lieu.

L'annonce des massacres de Sabra et de Chatila — et l'évidente responsabilité de l'armée et du gouvernement israéliens dans cette affaire — ont donné un souffle nouveau à ces dénonciations.

Les journalistes israéliens ont été parmi les premiers, non seulement à dévoiler l'étendue du massacre et son horreur en publiant des photos dans les journaux et des reportages à la télévision, mais aussi à dénoncer la responsabilité du gouvernement Begin-Sharon.

Bien entendu, la population arabe d'Israël et des territoires occupés a été celle qui a réagi le plus durement aux événements de Beyrouth. Des mouvements de grève générale, largement suivis, ont eu lieu le 20, le 21 et le 22 septembre dans les territoires occupés et parmi la population arabe d'Israël.

Des manifestations ont eu lieu, notamment en Galilée. A Nazareth, un rassemblement de trois à quatre mille personnes a été attaqué par la police israélienne qui, ouvrant le feu, a blessé huit manifestants.

La population arabe d'Israël n'a pas été la seule à exprimer son dégoût et son indignation devant les massacres de Beyrouth.

Quelque quatre cents personnes se sont retrouvées le dimanche 19 devant le domicile de Begin, pour demander sa démission aux cris de « Begin assassin » et de « Beyrouth-Deir Yassin ». La police est intervenue brutalement pour disperser les manifestants. A Tel-Aviv aussi, plusieurs centaines de manifestants ont défilé en criant : « Sharon, criminel de guerre ». La police a procédé à plusieurs dizaines d'arrestations. Le lendemain, de nouvelles centaines de personnes, dont des acteurs connus, manifestaient, vêtus d'habits de deuil, tandis que des jeunes collaient sur les murs de la ville le texte du poème Massacre dont l'auteur, le poète juif Bialik, dénonçait les pogroms perpétrés en Rus-

sie trariste. De nombreuses motions réclamant la constitution d'une commission d'enquête sur le massacre de Sabra et de Chatila ont été envoyées aux autorités, certaines d'entre elles paraissant sous forme de publicité dans la presse.

Il est bien entendu difficile, d'ici, de mesurer et la profondeur de mouvement et le nombre de citoyens israéliens qu'il touche. En fait, il semble que ce soient particulièrement des jeunes et des intellectuels qui se désolidarisent dans cette affaire de la politique de Begin. Mais, quoi qu'il en soit, ce refus de la politique expansionniste d'Israël et des massacres qui l'accompagnent, s'il était récupéré par l'opposition travailliste israélienne comme cette dernière tente de le faire (elle avait notamment annoncé une manifestation pour le 25 septembre) ne déboucherait sur rien de bon. Car, s'il existe une perspective pour la population israélienne, elle ne réside certainement pas dans la venue au pouvoir de la gauche travailliste qui, fondamentalement, n'a pas d'autre politique que celle de Begin.



La police s'en prend à des manifestants israéliens protestant contre les massacres (photo AFP)

Avant comme après les massacres,

La politique américaine reste fondamentalement la même

Avec les massacres des camps de Chatila et de Sabra, Reagan, qui s'est déclaré « horrifié » et « pris d'un violent dégoût », a semblé mettre en cause la responsabilité israélienne. Ses remontrances ont été plus fermes dans les termes que dans les précédentes occasions.

Formellement, les USA se sont pour une fois associés à un vote à l'ONU défavorable à Israël. Mais on sais le cas que fait Begin des votes de l'ONU... Quant au renvoi de Marines au

Liban, il n'est en rien le signe d'un changement américain vis-à-vis d'Israël.

Lorsque le lundi 20 septembre Reagan a annoncé cet envoi de Marines au Liban, c'est en allié qu'il a déclaré, entre autres: « A moins qu'Israël n'agisse vite et courageusement pour se retirer de Beyrouth-Ouest, il se trouvera encore plus profondément engagé dans des problèmes qui ne sont pas les siens et qu'il ne peut résoudre ».

Il est évident que, si l'impérialisme américain

voulait vraiment infléchir la politique de l'Etat sioniste, il en aurait les moyens. Mais les réactions actuelles de ses dirigeants ne sont là que pour sauver les apparences, face à un épisode quelque peu gênant. Il n'y a pas de changement de fond, dans la politique de l'administration américaine vis-à-vis d'Israël.

Simultanément, bien sûr, comme il l'a d'ailleurs déjà fait, Reagan évoque d'éventuelles concessions vis-à-vis des Palestiniens. C'est sans doute dans cette opti-



Manifestante américaine devant la Maison Blanche à Washington : « Les Américains ont du sang palestinien sur les mains » dit sa pancarte (photo AFP)

que que le roi Hussein de Jordanie, massacreur de Palestiniens lui aussi, vient de déclarer que « le temps est venu » de discuter avec l'OLP « des relations entre les Jordaniens et les Palestiniens au sein d'une future confédération ».

Mais si d'éventuelles concessions dans ce domaine — et elles resteraient, de toute façon, limitées et formelles — ne sont en effet pas exclues aujourd'hui, c'est justement sur la base d'un rapport de forces nouveau, caractérisé

par la défaite militaire de la Résistance palestinienne obtenue par l'armée de Sharon.

Autant dire qu'elles n'iront pas loin et qu'elles ne constitueront en aucune façon un désaveu de la politique des dirigeants sionistes. Globalement, l'action de ceux-ci va trop dans le sens du maintien des positions de l'impérialisme dans cette partie du monde pour qu'il soit de la politique américaine de la mettre en cause autrement que du bout des lèvres, et encore, exceptionnellement.

Les embarras de la politique du gouvernement français

« J'ai donc décidé, à la demande du gouvernement libanais (...), que la France participerait à la formation d'une nouvelle force multinationale, qui aura pour charge de contribuer au retour à la sécurité et au respect des droits des gens. »

C'est sur ces mots que François Mitterrand a terminé son intervention télévisée lundi soir. Il était 23 heures, toutes les émissions avaient été interrompues et Mitterrand avait pris, comme l'ont souligné plusieurs journaux, un ton « gaullois » pour annoncer avec toute la solennité — ou le cinéma — nécessaire l'initiative du gouvernement français.

Et quelle initiative !

Renvoyer les forces d'intervention dont le départ « prématuré », le 14 septembre, sous la pression américaine, laisse-t-on entendre du côté du gouvernement, aurait été une grave erreur : voilà ce que Mitterrand entend par « agir de nouveau pour faciliter la mise en œuvre de règlements pacifiques ».

Mais Mitterrand n'a pas condamné la politique d'Israël. Il a même opéré ce tour de force de ne pas prononcer le nom de l'Etat sioniste dans sa déclaration.

Ces finesses politiques sont dues au certain embarras dans lequel se trouve le gouvernement français face à cette affaire. Car, dans le cadre général d'une politique de l'Etat français vis-à-vis des pays arabes du Moyen-Orient, qui remonte essentiellement à De Gaulle et que les successeurs de ce dernier ont poursuivie, Mitterrand ne pouvait évi-

demment pas faire moins que d'afficher des intentions pacifistes envers le Liban.

D'autant qu'en vertu de l'ancien mandat que l'impérialisme français a exercé sur ce pays dans le passé, l'Etat français estime avoir des liens particuliers avec lui.

Dans la situation présente, Mitterrand se sentait donc obligé de faire au moins un geste — qui ne peut pas aller plus loin qu'un geste, d'ailleurs, car il n'a pas les moyens d'exercer une influence réelle sur les forces en présence, ni de faire prévaloir on ne sait quelle « solution » aux problèmes libanais.

Mais, dans le même temps, Mitterrand ne saurait désavouer Israël. Outre qu'il est fondamentalement solidaire de l'impérialisme américain et de sa politique au Moyen-Orient, il a même effectué en direction d'Israël un pas de plus que ses prédécesseurs à la tête de l'Etat français, en se rendant en visite officielle dans le pays au début du septennat.

Il s'est donc trouvé quelque peu embarrassé pour condamner Israël tout en faisant mine de faire quelque chose, ceci en direction des Etats arabes. Le fait que Reagan se soit trouvé dans un embarras similaire a dû le soulager un peu, et c'est en compères qu'ils se sont conduits lundi 20 septembre en annonçant en même temps leur décision de renvoyer des troupes à Beyrouth.

C'est d'ailleurs un climat d'unanimité qui règne sur l'échiquier politique quant à l'attitude française dans cette affaire. La droite, y compris

Chirac, n'a pu qu'approuver, même si c'est du bout des lèvres. Après tout, si Mitterrand a innové au Moyen-Orient par rapport à Giscard, c'est dans un sens plus pro-israélien...

Quant à Marchais, il a ostensiblement manifesté son « accord complet » avec Mitterrand sur cette question.

Bien sûr, le Parti Communiste a tenu à montrer qu'il savait réagir de façon indépendante. Son appel à la manifestation de lundi 20 septembre soulignait, en visant le Parti Socialiste, « l'absence de certaines organisations ». Mais s'il a fait descendre dans la rue plusieurs milliers de manifestants qui ont conspué « Begin le terroriste » et crié « OLP solidarité », les déclarations de Marchais à cette occasion ont tenu à donner une coloration pro-gouvernementale à cette manifestation.

D'ailleurs, le PCF déclare placer sa confiance dans l'ONU, dérision suprême quand on sait que les troupes de la FINUL ont laissé l'armée israélienne envahir le Liban. Et il approuve, en attendant, l'envoi de la force d'intervention multinationale.

Le gouvernement français est donc unanime : unanime pour s'associer à la réprobation internationale contre « le massacre des innocents palestiniens qui bouleverse la conscience universelle », comme l'a dit Mitterrand lundi soir ; mais unanime aussi pour mettre en œuvre une politique qui ne gênera en rien ni Israël, ni les Etats-Unis.

Sylvie MARECHAL



Le général Sharon (en civil) avec un colonel français de la « Force d'interposition » à Beyrouth, le 21 août : surtout ne pas gêner vraiment Israël. (photo AFP)

Bourguiba interdit une manifestation de solidarité avec les Palestiniens

Le gouvernement tunisien a interdit la manifestation de soutien aux Palestiniens qu'avait convoquée mercredi dernier à Tunis le Mouvement Démocrate Socialiste. Les manifestants ayant passé outre cette interdiction ont été dispersés par la police, et n'ont pu se rendre ni au siège de la Ligue Arabe ni à l'ambassade des Etats-Unis, comme ils l'avaient décidé ; Signalons aussi que l'édition spéciale de l'hebdomadaire de

ce Mouvement Démocrate Socialiste qui avait été consacrée aux massacres de Chatila et Sabra a été saisie le 21 septembre.

Deux faits qui soulignent bien l'hypocrisie des régimes arabes réactionnaires, comme celui de Tunisie : Bourguiba a bien sûr tenu à recevoir Arafat, à lui donner l'accolade, mais il veut étouffer dans son pays toute démonstration de solidarité avec le peuple palestinien.

Crise gouvernementale : Helmut remplace Helmut?

La crise politique qui couvait depuis un an en Allemagne fédérale vient d'éclater avec la démission vendredi 17 septembre des ministres libéraux du gouvernement du social-démocrate Schmidt. Cette rupture annonce la fin prochaine du gouvernement social-démocrate qui ne pouvait constituer une majorité qu'avec l'appui des libéraux, même si ceux-ci n'ont que 10 % des députés.

Le prétexte officiel à la rupture de cette alliance, qui durait depuis treize ans, a été le refus du chancelier Helmut Schmidt de reprendre à son compte les mesures d'austérité draconiennes proposées par le ministre libéral de l'Economie, Otto Lambsdorf. Il faut dire que celui-ci n'y allait pas de main-morte : son programme comportait l'abaissement massif de l'allocation-chômage, la diminution de l'allocation-maladie, la suppression des bourses pour étudiants, des augmentations des cotisations de Sécurité sociale, le « freinage » des traitements de la fonction publique...

Certes, le chancelier Schmidt lui-même n'en aurait pas été à sa pre-



Schmidt (à gauche) et le ministre libéral Genscher (à droite) : d'accord sur la politique à mener, mais pas sur la façon de le dire aux électeurs. (photo AFP)

mière mesure d'austérité s'il avait décidé de suivre son ministre des Finances. Mais il était tout de même gênant pour les sociaux-démocrates d'adopter un programme aussi draconien, quelques mois après avoir obtenu des syndicats un accord sur la modération des salaires, et surtout à la veille de nouvelles échéances électorales. Précipiter la rupture était d'ailleurs le but essentiel des propositions faites par le ministre des Finances.

Car, bien plus qu'un désaccord politique sur les restrictions à imposer aux travailleurs, ce sont justement ces prochaines échéances électorales qui ont motivé la sortie des libé-

raux de la coalition gouvernementale.

En effet, depuis quelques mois, les diverses élections régionales ont montré la chute électorale du SPD et de son allié libéral : déjà, en mai dernier, la coalition socialo-libérale avait perdu le gouvernement de Berlin-Ouest, l'un de ses fiefs. En mars 1982, aux élections de Basse-Saxe, les sociaux-démocrates perdaient 5,7 % de leurs suffrages et leur allié libéral reculait aussi. Trois mois plus tard, à Hambourg, le parti de Schmidt, qui gouverne ce Land depuis la fin de la guerre, perdait 8,6 % de son électoral, y perdant la majorité absolue, alors que les libéraux, eux, n'atteignaient plus la barre minimum des

5 % nécessaires pour avoir un député au Parlement du Land. Il était donc temps, ont estimé finalement les libéraux, de quitter le navire pour s'embarquer à côté de ceux qui ont toutes les chances de remporter les prochaines élections, les chrétiens-démocrates dirigés par Helmut Kohl. Ainsi, il est donc d'ores et déjà assuré que ce sera cette nouvelle coalition qui prendra la relève, après le 1^{er} octobre, du gouvernement Schmidt, et qui sortira aussi vraisemblablement vainqueur des élections législatives envisagées pour mars prochain.

Après avoir assumé pendant treize ans les responsabilités gouvernementales, les sociaux-démocrates vont donc légalement, sans bruit, sans heurt, céder la place.

Leur politique d'austérité envers les travailleurs, tout comme leur politique militaire pro-atlantiste, qui leur a aliéné les sympathies du courant pacifiste et écologiste, important en Allemagne fédérale, n'a rien fait d'autre que de préparer le retour des partis de la droite.

Alain LEMART

Miracle japonais : la chute des idoles

L'économie japonaise, que les patrons et les économistes occidentaux ont longtemps présentée comme un modèle, connaît à son tour de graves difficultés. Exportant beaucoup, l'économie japonaise ne peut que subir le contre-coup du ralentissement de l'économie mondiale. Les exportations japonaises aux USA devraient baisser cette année de 2,9 %, alors qu'elles avaient progressé de 21,2 % l'an dernier. Les exportations vers l'Europe ne progresseront, elles que très faiblement.

Ainsi se produit un ralentissement de l'économie japonaise, dont les finances publiques font les frais : les ressources de l'Etat ont diminué de près de 10 milliards de dollars l'année dernière, une baisse qui risque d'atteindre 23 milliards pour l'année fiscale en cours.

Face à cette situation, le gouvernement a déclaré « l'état d'urgence » pour les finances publiques et annoncé plusieurs mesures : blocage du salaire des fonctionnaires pour un an, coupes sombres dans les budgets de l'Education et de la Santé et lancement d'un emprunt pour couvrir le déficit... Des idées qui n'ont rien d'original, on le voit. A se demander si, en échange des motos et des appareils-photos, la France n'aurait pas réussi, dans le cadre d'un rééquilibrage des échanges, à vendre aux Japonais les idées de nos économistes distingués, Barre ou Delors. Si c'est le cas, c'est un marché de dupes.

Les motos japonaises roulent, c'est sûr. Par contre, les idées de nos économistes, elles, ne marchent pas fort.

B.G.

Changement de majorité : la même politique continue

Après une éclipse de six ans, qui faisait suite à quarante-deux ans de pouvoir, le Parti Social-Démocrate suédois a remporté les élections législatives du 19 septembre avec 49,5 % des suffrages.

Grâce à l'appui du Parti Communiste, il dispose de la majorité absolue au Parlement suédois. De leur côté, les centristes et les libéraux, qui formaient la coalition « bourgeoise » au gouvernement depuis 1976, régressent considérablement, tandis que les conservateurs, qui avaient quitté la coalition il y a un an, progressent à leur détriment, jusqu'à devenir, avec 23,6 % des suffrages, le deuxième parti électoral du pays.

En Suède comme ailleurs, la campagne électorale s'est déroulée sur fond de crise, le pays comptant 160 000 chômeurs officiels, soit 3,7 % de la population active, chiffre apparemment en dessous de la réa-

lité, les syndicats situant le chômage réel (tenant compte des personnes en « recyclage » et des retraites anticipées) à 10 % de la population active, chiffre comparable à celui des grands pays capitalistes.

C'est dire que l'austérité était à l'ordre du jour des programmes de tous les partis. Si les partis de droite menaient campagne sur la nécessité de diminuer les dépenses publiques, en particulier les dépenses sociales, le Parti Social-Démocrate proposait, quant à lui, une relance des investissements publics... accompagnée d'un freinage de la consommation publique et des ménages et d'une probable augmentation des impôts ! Les partis de la coalition gouvernementale sortante ont beau accuser le Parti Social-Démocrate d'irresponsabilité dans ses propositions, les différences entre les programmes tiennent de la nuance. Pour la droite,

l'augmentation des dépenses des collectivités locales devrait être de 1 % alors que les sociaux-démocrates en promettent généreusement 2 %, et sans prévoir une augmentation du niveau de vie des particuliers !

Dans le programme des socialistes, on trouve donc une augmentation des investissements d'Etat, dans une période où l'investissement privé diminue (35 % de baisse en six ans), et le blocage du niveau de vie des travailleurs. On a l'impression d'être en France ! Olof Palme, le dirigeant de la social-démocratie, qui est appelé à devenir Premier ministre, a affirmé, au soir de sa victoire électorale, qu'il respectait la partie de l'électoral, qui n'avait pas voté pour lui et qu'il tiendrait compte des propositions de l'opposition au Parlement... Ce qui est une manière d'affirmer par avance qu'il est prêt à répondre favorablement



Olof Palme revient aux affaires... pour y mener une politique d'austérité (photo AFP)

aux exigences de la droite.

Le Parti Conservateur, quant à lui, a déclaré, à l'instar d'un Chirac : « Nous reviendrons, car nous pouvons voir les résultats de la politique des socialistes en France ».

En Suède, comme en France, il y a dix-huit mois, les socialistes arrivent au gouvernement. En Allema-

gne, ils s'en vont. Mais dans tous les cas, la politique que mènent les gouvernants de tout bord est fondamentalement la même en cette période de crise : austérité pour les travailleurs, afin de préserver les profits des industriels et des banquiers.

Jean-Jacques FRANQUIER

Mauroy aux bidasses :

Demain on rase gratis... mais on rase propre.

Le service militaire à six mois, vous vous souvenez ? Mitterrand l'avait promis, mais les chefs de l'armée n'en avaient pas voulu et, du coup, Hernu non plus.

Or voici que Mauroy en a reparlé, lors d'un discours à l'Institut des hautes études de défense nationale. Mauroy est d'avis qu'on peut diminuer la durée du service pour certains... à condition de l'allonger pour les autres : « Douze mois ne sont pas assez longs pour former des cadres et des spécialistes. (...) En revanche, il serait excessif de prétendre que, dans les emplois simples, proches d'activités civiles et exercés hors des unités de combat, douze mois sont nécessaires ».

Mauroy vient donc de découvrir que six mois suffisent pour apprendre à faire son lit au carré, à saluer son adjudant et à marcher au pas, emplois proches d'activités civiles, comme chacun sait. Il fallait bien dix-huit mois pour s'en apercevoir ! Mais en contrepartie il faudrait, paraît-il, que l'armée trouve suffisamment de volontaires pour un service à dix-huit mois. Le principe des vases communicants, en somme.

Et de toute façon, ce ne serait pas pour tout de



suite, vu « les contraintes conjoncturelles qui nous interdisent d'envisager la diminution brutale des effectifs qu'entraînerait un passage au service de six mois sans mesure de compensation ». Bref, on verra ça quand il y aura moins de chômeurs et, en attendant, on se contentera d'étudier le problème en vue de la planification militaire 1984-1988. Rien à craindre, mon général, c'était seulement histoire de dire qu'on garde ses promesses... juste pour mémoire.

Et côté nucléaire, rien à craindre non plus. La bombe à neutrons ? « Cette arme nucléaire par excellence, dicit Mauroy, permet de réduire les destructions d'infrastructures nécessaires à la manœuvre des forces ». Ah, qu'en termes choisis ces choses-là sont dites, et comme on apprécie l'« excellence » de cette arme propre qui ne détruit « que » les vies en épargnant... les infrastructures ! Une fameuse acquisition à ne pas manquer !

Jean-Louis Champenois

CAZAUX :

On n'est jamais si bien servi que par soi-même

Les marchands de bombes et d'avions français ont dû se sentir vexés par le succès du Salon de l'aviation de Farnborough, en Grande-Bretagne.

Aussi, à leur intention, l'armée de l'air française a invité le 16 septembre, sur la base de Cazaux en Gironde, les attachés militaires de vingt-cinq représentations diplomatiques étrangères à Paris et des officiers, pour assister à une série d'exercices à tirs réels d'avions Jaguar et Mirage.

Au frais du contribuable, les militaires se sont payé un sacré feu d'artifice. Au total, une vingtaine de tonnes de bombes, de roquettes, de missiles et d'obus ont été lancées pour faire de l'épate avec ces engins de mort en tout genre.

Les applaudissements qui éclatèrent dans les tribunes — c'est quand même moins dangereux que les missiles — émanaient, paraît-il, surtout des officiers français, et très peu de militaires étrangers.

Une manière comme une autre pour les officiers français de faire savoir à Hernu qu'ils étaient contents de leurs jouets et qu'ils en redemandaient, de cette quincaillerie mortelle.

• CHÔMAGE

L'art de choisir le chiffre qui baisse

Deuxième sujet de satisfaction pour le gouvernement : le chômage. Le ministre de l'Emploi, Jean Le Garrec, a présenté jeudi 16 septembre les chiffres définitifs du chômage : 1 943 900 demandeurs d'emploi (en données brutes), soit une augmentation de 2,4 % relativement au mois de juillet, au lieu de 3,9 % sur la même période l'année dernière. Et le ministre de souligner « les signes très encourageants » qui montrent une inflexion de la courbe du chômage. C'est moins pire, donc c'est mieux. Mais au bout du compte, le chômage a bel et bien augmenté. De plus, cette « moindre aggravation » est due, tout bonnement, à des facteurs saisonniers.

Le ministre du Travail le sait d'ailleurs fort bien, qui analyse que l'amélioration de l'emploi salarié correspond « aux recrutements liés à la bonne activité saisonnière dans les industries agricoles et alimentaires, le commerce, l'hôtellerie-restauration ».

Par contre, comme le souligne L'Humanité du 17 septembre, en données corrigées des variations saisonnières le chiffre des demandeurs d'emploi pour ce mois d'août aurait augmenté de 0,2 % par rapport à juillet, alors que d'ordinaire il baisse.

Mais il est au moins un secteur qui ne connaît pas le chômage : celui des jeteurs de pou dre aux yeux !

On ne pénalisera pas les industriels : c'est Chevènement qui le dit

Mardi 21 septembre, le quotidien pro-patronal Les Echos titrait à la Une : « La sortie du blocage des prix ne pénalisera pas les industriels », déclare Jean-Pierre Chevènement aux Echos.

Sous ce titre rassurant pour ses lecteurs, ce quotidien précise à nouveau, dans un encadré en première page citant le ministre de la Recherche et de l'Industrie, que « la sortie du blocage des prix, pour la première fois depuis trente-cinq ans, ne pénalisera pas l'industrie : Jean-Pierre Chevènement en donne l'assurance ».

En page 2 et 3, s'étale une grande interview de ce ministre où il explique, entre autres, que « depuis toujours, les prix industriels ont progressé moins vite que ceux des services et de la distribution. Aujourd'hui, cela doit être l'inverse ». Ou encore que, « s'agissant du secteur privé, nous devons (au gouvernement) nous préoccuper des marges financières qui, globalement, se sont érodées depuis une dizaine d'années ». Et comme preuve de cette préoccupation, c'est évidemment sur les 140 milliards qui seront distribués à l'électronique que conclut Chevènement.



Autre offensive de charme de Chevènement avec, cette fois, le secrétaire au Trésor américain, Donald Regan. (photo AFP)

Chevènement, le leader du CERES (cette tendance qui se voulait rassembler la gauche, voire même les « gauchistes » du Parti Socialiste), a apparemment conquis Les Echos, journal qui ne passe pourtant pas pour proche du gouvernement.

A tel point d'ailleurs que, dans l'article de présentation intérieur de l'interview, la rédaction des Echos revient pour la troisième fois — ses lecteurs seraient-ils lents à comprendre ? — sur le fait que

« pour la première fois, (on) ne pénalisera pas l'industrie : J.-P. Chevènement en donne aujourd'hui l'assurance aux industriels » et renchérit, en conclusion : « Et ce que veut J.-P. Chevènement — l'expérience le prouve — a de bonnes raisons de se réaliser ».

En tout cas, pour ceux qui n'auraient pas compris, tous les vœux des Echos accompagnent ce ministre !

P.L.

• PRIX :

Blocage des statistiques

Selon les calculs provisoires de l'INSEE, l'indice des prix de détail aurait augmenté officiellement de 0,3 % en août, tout comme en juillet. Ce qui donnerait, par rapport à août 1981, une hausse pour un an de 10,9 % environ.

De son côté la CGT, qui continue à publier régulièrement son propre indice de l'évolution des prix, sans l'opposer à celui de l'INSEE comme elle le faisait systématiquement quand la droite était au gouvernement, donne des chiffres quelque peu différents. Selon elle, la hausse des prix aurait atteint, de juillet 1981 à juillet 1982, 14,1 %. Au vu des calculs de l'INSEE, donc, le ministère de l'Economie et des Finances a pavosé : « Le résultat de l'indice provisoire des prix en août montre que les

Français comprennent l'enjeu de la désinflation et que l'économie française est sur la bonne voie ».

Et le gouvernement de se féliciter de ce bon résultat du blocage des prix. Après cela, qui pourra dire que le blocage n'a pas eu d'effet : deux mois à 0,3 % ! Et encore, en août, nous a-t-on dit, l'indice n'aurait dû atteindre que 0,15 %, si les produits pétroliers n'avaient pas augmenté inconsidérément le 11 août.

Mais quand on sait qu'en août, nombre de points de vente étant fermés, les enquêteurs enregistrent tout simplement le prix constaté en juillet, on peut mesurer toute la valeur de cette « désinflation ».

L'art et la manière de faire passer la valse des étiquettes pour un slow.

A.M.

Le PCF et le gouvernement

La valse hésitation

Les parlementaires du PCF se sont réunis en conférence à l'occasion de la rentrée parlementaire, conférence dont L'Humanité du 17 septembre rend compte sous le titre : « Faire échec aux pressions du patronat et de la droite ». Dans ce but, les députés communistes appellent « les travailleurs à opposer une pression supérieure pour (...) maintenir le cap à gauche ». Et, toujours d'après L'Humanité les parlementaires PCF « se sont fait les interprètes du mécontentement que leur ont exprimé les travailleurs ».

C'est que le PCF, pris entre les nécessités de la solidarité et l'impopularité de la politique du gouvernement, louvoie et cherche à se démarquer, sans pour autant rompre avec le gouvernement. D'où ses formules alambiquées pour insinuer que le gouvernement « aurait pu être influencé par ces pres-

sions » (de la droite et du patronat) lors de son recul au sujet de l'impôt sur les grandes fortunes, par exemple.

Cela dit, la micro-fronde du PC a des limites, que L'Humanité elle-même s'assigne : « Dire cela, commente-t-elle, ce n'est pas prendre de la distance, c'est une position responsable ». Mais apparemment, pour le PS c'est encore trop. Pierre Joxe, dirigeant du PS, ne s'est pas fait faute de rappeler le PC à l'ordre, en déclarant sur les ondes d'Europe N° 1 que « les ministres communistes affichent la plus belle satisfaction et les députés communistes trouvent toujours un bémol ». Un rappel à l'ordre qui a d'ailleurs été entendu comme il convenait, au moins par Charles Fiterman qui, en manière d'excuse pour les députés communistes, a précisé que « ces préoccupations et ces critiques

étaient exprimées dans un souci positif » et a ajouté que « les parlementaires communistes font leur travail comme les parlementaires socialistes », en précisant : « J'ai d'ailleurs entendu quelques observations analogues du côté des parlementaires socialistes ». Autrement dit, le PC ne critiquera pas plus le gouvernement que ne fait le PS. C'est dire ! D'ailleurs André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, s'est de son côté empressé de préciser qu'il n'est pas question « de faire peser des soupçons sur le gouvernement ».

Et, pour les militants du PCF que cela désoriente et qui ne sauraient plus sur quel pied danser, ils n'ont qu'à suivre la musique : un pas en avant dans la voie de la critique, deux pas en arrière dans celle de la solidarité gouvernementale.

Nelly MEYER

Soignons français : un poison de la conscience

Coup double pour L'Humanité-Dimanche de la semaine dernière : elle consacre deux pages à chanter tout à la fois les mérites du ministre communiste de la Santé, Jack Ralite, et ceux du « produire français ».

Ainsi, au long de la demi-douzaine d'articles qui composent ces deux pages, le lecteur en apprend de belles sur les « industries de la santé » : ainsi, que la « saingalette » (le textile utilisé pour la fabrication de la gaze) était achetée à l'étranger... moins cher que la saingalette française, reconnaît tout de même L'Humanité-Dimanche. Ou que 2000 seulement des 10 000 valves cardiaques utilisées chaque année étaient produites en France. Ou encore que les quatre cinquièmes des seringues jetables étaient achetées à l'étranger. L'explication que L'Humanité Dimanche met dans la bouche d'un représentant de l'entreprise qui fabrique les seringues françaises ne manque pas de saveur : « Nous étions mal introduits sur le marché français ; les établissements hospitaliers avaient aussi leurs habitudes d'achat. Et nous savons aussi, maintenant, que nos seringues présentaient un léger défaut... » Piquons mal mais piquons

français, en quelque sorte !

Seulement, depuis que Ralite est ministre, les choses ont bien changé : « la galette de la saingalette » — pour reprendre un titre de L'Humanité-Dimanche tombe dans la besace de patrons français. Impex, le producteur de seringues françaises, « joue français et gagne »... Quant aux organes artificiels et aux prothèses placés sur les malades, ce ne sont plus tout-à-fait des corps « étrangers » dans l'organisme...

Ralite a beau se défendre de vouloir « donner aux entreprises françaises une espèce de rente, l'assurance qu'elles vendront leur matériel, même s'il est mauvais et cher », c'est quand même un peu de cela qu'il s'agit. Comme il le reconnaît en somme lui-même en ajoutant : « Il y va de la santé des Français, mais c'est aussi la condition de survie et de progression des entreprises françaises du secteur ». Comme si la bonne santé des patrons français améliorerait si peu que ce soit la condition des malades dans les hôpitaux.

Il faut avoir la conscience empoisonnée par le chauvinisme pour tenir de tels propos. Et là, le remède ne relève plus de la médecine.

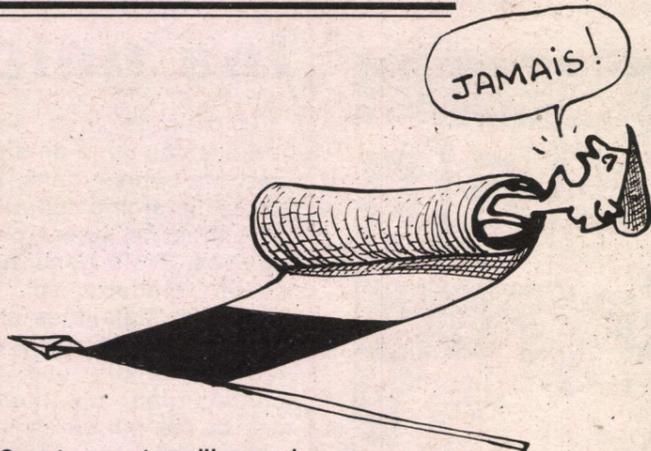
A.J.

Se faire rouler français

A l'usine Renault du Mans, la CGT fait sa campagne pour le « Produisons Français » en donnant, dans son bulletin mensuel de septembre, une leçon de morale qui vaut son pesant d'or. On peut y lire :

« Parmi ceux qui se lamentent devant le taux de chômage qui ne baisse pas, combien achètent et consomment sans réfléchir aux conséquences ? En effet, par l'origine des produits que l'on achète, on affaiblit ou l'on renforce l'économie française ; on supprime ou l'on crée des emplois.

On a l'air fin lorsqu'on trouve que le changement ne va pas vite et qu'on roule en japonaise.



Quant aux travailleurs de chez Renault qui se paient le luxe d'acheter des voitures étrangères neuves (il n'y en a pas beaucoup, mais il y en a), leur comportement relève

d'une curieuse mentalité ».

La mentalité des rédacteurs de ce tract, elle, n'est pas curieuse : elle est comme la Lune.



Ralite accueilli à coups d'œufs, de yaourts et de tomates par des médecins de droite lors de sa visite au centre anticancéreux de Caen, le 17 septembre. Les projectiles étaient-ils français ? (photo AFP)

Le maire communiste de Vaulx-en-Velin (Rhône) licencie un médecin pour fait de grève

Le Centre Lamaze est un centre de santé municipal où la population bénéficie du tiers-payant : la Sécurité sociale rembourse directement au centre les actes médicaux, consultations ou examens radiologiques, sans que les patients aient rien à avancer. Dans une banlieue ouvrière, où la population a des revenus modestes, l'existence d'une tel centre compte beaucoup.

Au début du mois, la municipalité communiste de Vaulx-en-Velin a décidé d'ouvrir une annexe du Centre Lamaze dans un quartier éloigné de la ville. Mais, plutôt que d'embaucher du personnel, elle décida de muter une secrétaire. Le syndicat CGT du Centre appela alors le personnel à se mettre en grève. Par solidarité, deux médecins du Centre Lamaze décidèrent une grève adminis-

trative : ils assuraient rendez-vous et consultation, mais ne remplissaient pas les papiers administratifs.

L'un des médecins, qui travaille au Centre depuis onze ans, reçut alors une lettre de licenciement pour « faute grave ». L'autre médecin reçut, lui, un avertissement et la secrétaire l'ordre impératif de rejoindre son nouveau poste.

Le lendemain du licenciement, c'est l'épouse du maire elle-même qui, sur les marches du Centre, refoulait les usagers en leur disant que le Centre était fermé. Lundi 21, avait lieu un rassemblement des usagers du Centre, qui demandait la réintégration de leur médecin, et les autres médecins de Vaulx-en-Velin, salariés ou libéraux, protestaient également en signant une pétition.

Correspondant L.O.

Renault-Le-Mans

Fiterman au dépôt SNCF de St-Pierre-des-Corps

Les cheminots ont voté avec leurs pieds

Fiterman, ministre communiste des Transports, inaugurerait samedi 18 septembre le nouveau pont de Tours. Dans la matinée, il a visité le dépôt SNCF de Tours-Saint-Pierre. Malgré les tracts d'invitation distribués par les militants du PCF, les cheminots ont boudé l'accueil du camarade ministre. Seuls la direction SNCF et les dirigeants syndicaux CGT et CFDT étaient au rendez-vous.

Bien entendu, dans son discours, Fiterman a évité toute allusion au blocage des salai-

res. Il s'est contenté de rabâcher sur le « renouveau de la SNCF », « la nouvelle bataille du rail », « afin de construire la SNCF dont le pays a besoin ».

En fait, il ne trouve rien à redire sur le rôle de la SNCF dans l'économie du pays. Ainsi, malgré la chute du trafic marchandises due à l'aggravation de la crise économique, l'Etat maintient les tarifs marchandises de la SNCF, en partie grâce au blocage des salaires des cheminots et au freinage de l'embauche. Seuls les

voyageurs ont droit au prix fort. L'entreprise SNCF, construite en 1938 pour maintenir un outil de transport bon marché au service des industriels, continue à fonctionner dans cet objectif. Fiterman est d'accord et il attend des cheminots qu'ils le suivent.

Manifestement, son discours ne suscite pas l'enthousiasme des cheminots de Saint-Pierre-des-Corps.

Correspondant L.O.

Disette et despotisme

L'affaire Tanase, ce dissident roumain que l'on avait cru disparu et que la DST affirme avoir caché et protégé, et le projet de voyage de Mitterrand dans ce pays ont mis la Roumanie au premier plan de l'actualité.

En Occident, on n'a que l'écho assourdi de quelques affaires où se révèle la violence de la répression que le régime pratique contre les opposants.

Il y a quelques mois, un journaliste du *Matin* a tenté de voir un dirigeant du groupe « Syndicats Libres » et fut passé à tabac par la police politique roumaine. Ce qu'on sait moins, c'est que ce dirigeant est un des derniers membres du groupe dont on soit à peu près sûr qu'il est encore en vie. D'autres ont disparu dans les prisons de Ceaucescu ou dans de bien douteux « accidents » de la route.

Le régime policier quadrille littéralement la population. La police politique, la « Securitate », est partout. Elle recrute des informateurs dans tous les milieux. A tel point qu'au sein de certaines familles, la suspicion peut régner sur tel ou tel parent, qui semble avoir des conditions de vie un peu meilleures ou certaines facilités à voyager.

Le régime tout entier est corrompu. Les démarches administratives, l'obtention de permis, l'achat de matériaux, les affectations de logements, les examens, tout est sujet à corruption. Du haut en bas de l'échelle, tous ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir la monnayent.

L'atmosphère est encore alourdie par l'omniprésent culte de la personnalité dont Ceaucescu, secrétaire général du PC roumain et chef de l'Etat, s'entoure. Témoin cet échantillon des « poèmes » qu'il se fait adresser :

« De ce même nom vibrent toutes les rivières

Ceaucescu vit en chacun d'entre nous

**Chacun vit aujourd'hui
Sous le signe de Nicolae
Ceaucescu, l'Homme ».**

C'est signé Cedovir Milenovici (cité par la revue *L'Alternative*).

Chaque soir, au journal télévisé, c'est à un « one man show » qu'on assiste. Tous les éléments grands ou petits, intérieurs ou extérieurs, sont prétexte à chanter ses louanges. Cet été, on a pu relever en un seul journal télévisé plus de 10 sujets (sur une quinzaine) où il apparaissait à l'écran.

Les devantures des librairies (qui sont parmi les rares vitrines à être pleines !) sont souvent composées uniquement de ses œuvres ou de livres qui lui sont consacrés.

A l'occasion de la fête nationale, ses portraits et des slogans à sa gloire sont posés sur tous les édifices publics de toutes les villes, jusqu'au moindre village.

Ceaucescu règne en despote. Il a imposé au sein des organes dirigeants une bonne partie des membres de sa famille. Sa femme Elena est le troisième personnage du régime. Au comité central du parti, on retrouve ses deux

belles-sœurs, son beau-frère et ses deux fils.

La plupart des châteaux et terrains de chasse de l'ex-roi Michel, dont beaucoup avaient d'abord été transformés en colonies de vacances ou en musées, sont aujourd'hui devenus « résidence personnelle du chef de l'Etat ».

A chacune de ses tournées en province, la population des villes et des villages est réquisitionnée sur le parcours. Chaque commune est « taxée » d'un certain nombre d'habitants qu'elle doit obligatoirement grouper au point indiqué.

Outre la dictature, la population souffre de conditions de vie de plus en plus difficiles.

La Roumanie est particulièrement



« Parti, Ceaucescu, Paix ! » : sur tous les édifices publics, des slogans à la gloire du « chef ».

pénurie des produits alimentaires qui se fait le plus cruellement sentir. Elle est telle que, pour beaucoup de Roumains, c'est la disette. Depuis longtemps, on ne voit plus ni beurre ni café dans les magasins, et très rarement de la viande. Ceaucescu a d'ailleurs décrété que le café était mauvais pour la santé et a imposé un mélange imbuvable, à base de soja, qui ne passe même plus dans les percolateurs... Du café, on ne peut plus en trouver qu'au marché noir à des prix exorbitants, jusqu'à 1 200 lei le kilo (plus du tiers du salaire mensuel d'un ouvrier).

Dans les magasins, c'est la désolation. Les boucheries, les charcuteries sont carrément vides. Dans les épiceries, on ne trouve que des conserves de cornichons, de poivrons, de jus de tomates et de poisson.

Pour les produits laitiers, il faut attendre un arrivage en faisant la queue pendant des heures.

démène pour trouver du charbon ou du bois, pour préparer les conserves. C'est la préoccupation constante, et tout le temps disponible y est consacré. Tout est très compliqué, car ce que l'on peut se procurer ne peut l'être que par le système D, le troc, les connaissances, et demande des trésors d'ingéniosité et de patience.

Face à cette situation, les dirigeants affichent un cynisme total. Ceaucescu a récemment déclaré que les Roumains mangeaient trop et vanté les mérites de la diététique !

Le régime se durcit de mois en mois. Jusqu'à présent, il est

parvenu à empêcher toute opposition de s'organiser à l'échelle nationale.

Mais depuis plusieurs années, il doit régulièrement faire face à des émeutes dans les villes devant les boutiques vides. Des dirigeants locaux ont été retrouvés assassinés. Des grèves violentes et très vite réprimées ont éclaté en divers endroits du pays.

Rien n'indique que la population roumaine soit à la veille d'une révolte. Mais on ne peut s'empêcher de penser qu'elle éclatera un jour, et qu'elle sera d'autant plus violente que la dictature aura été plus odieuse

Jacques LENOIR

ARGENTINE

Du rififi chez les galonnés

Il semble que les remous nés de la défaite des Malouines dans la haute hiérarchie militaire argentine ne soient pas apaisés. Trois généraux ayant combattu sur le front des Malouines ont demandé à être mis à la retraite, tandis que le commandant de l'une des bases militaires les plus importantes du pays, le vice-amiral Zariategui, déclarait avant d'être arrêté ne plus reconnaître l'autorité de ses supérieurs.

Mais, ces affrontements entre les diverses cliques militaires qui se disputent le pouvoir ont pris un caractère bien plus aigu quand l'ancien secrétaire d'Etat au Budget du dictateur Videla a publiquement accusé son ancien collègue des Affaires étrangères d'être l'instigateur de l'attentat auquel il vient d'échapper. Cherchant apparemment son salut dans le scandale, Juan Aleman a également accusé l'ex-ministre d'avoir trempé dans l'assassinat, en décembre 1978, d'Elena Holmberg, ex-attachée de presse à l'ambassade d'Argentine à Paris, et

dans celui d'Hector Hidalgo, ambassadeur d'Argentine au Venezuela en juillet 1977. Selon des témoignages publiés par la presse argentine, près de 4000 assassinats — dont celui d'Elena Holmberg — auraient été perpétrés dans les locaux de l'Ecole mécanique de la marine.

Que la presse argentine puisse publier de tels témoignages ne constitue pourtant pas la preuve que les militaires au pouvoir soient décidés à laisser paraître toute la vérité sur les innombrables crimes, les tortures et les disparitions dont ils se sont rendus coupables depuis qu'ils sont au pouvoir. En fait, ces quelques révélations — qui ne font d'ailleurs que confirmer ce que l'on savait de la dictature argentine — ne constituent que l'un des aspects des règlements de comptes entre militaires qui se déroulent actuellement au sein de la junte. Une junte dont il faudra attendre le renversement par la population pour connaître tous les crimes.

André JULLIARD



La librairie, une boutique bien achalandée... en œuvres de Ceaucescu

rement frappée par la crise. C'est un des pays les plus pauvres de l'Europe de l'Est et qui a conservé à bien des égards les caractères d'un pays sous-développé — il est encore à 60 % agricole. Aujourd'hui, l'Etat roumain ne peut plus rembourser les intérêts des prêts consentis par les banques internationales.

Depuis deux ans, la situation s'est considérablement dégradée : les prix ont été multipliés par trois ou quatre et la pénurie est générale pour presque tous les produits de nécessité courante. On manque de tout : de savon, de shampoing, de papier hygiénique, de piles de radio, etc. La liste serait longue... Mais c'est évidemment la

res. A Bucarest même, les gens sont obligés de faire la queue la nuit entière pour avoir un litre de lait. Ils apportent un pliant et un livre pour patienter.

De nouvelles lois sur le rationnement ont été décrétées. Tout Roumain doit être inscrit dans un magasin déterminé pour se ravitailler en sucre, huile, farine. Les adultes ont droit pour un mois à 1 kg de sucre, 3/4 de litre d'huile et 1 kg de farine. Les retraités et les enfants n'ont droit qu'à 1/2 kg de sucre et 1/2 litre d'huile pour le même temps.

Ceci en plein été. Mais tous les Roumains redoutent particulièrement l'hiver prochain et préparent le ravitaillement pour tenir plusieurs mois. A la fin du mois d'août, chacun se

Mitterrand-Sékou Touré :

UNE VIEILLE AMITIE

La visite en France de Sekou Touré a suscité un embarras certain chez les socialistes, qui dénoncent le régime que le dictateur impose à la Guinée. Ainsi la direction du Parti Socialiste a refusé de répondre aux demandes de contacts qui avaient été formulées par le président guinéen avant sa venue à Paris.

Mais la gêne du PS n'a visiblement pas atteint les membres du gouvernement. Est-ce le souvenir de cette période de la IV^e République où Sékou Touré et Mitterrand se trouvaient côte-à-côte dans l'alliance entre l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance — l'UDSR, parti de Mitterrand à l'époque — et le Rassemblement Démocratique Africain auquel participait Sékou Touré, qui pousse le gouvernement français dans la voie de la normalisation avec le régime guinéen ? Est-ce le rappel des quatre visites que Mitterrand effectua en Guinée lorsqu'il était dans l'opposition, qui le pousse aujourd'hui à recevoir en retour Sékou Touré ? Les souvenirs attendris du passé ne motivent bien sûr aucunement les actes du gouvernement. La visite du dictateur guinéen s'inscrit tout simplement dans la continuation d'une politique

que Giscard d'Estaing en 1975 inaugura lui-même, quand il renoua les relations diplomatiques avec la Guinée.

En effet, Sékou Touré avait eu le front de dire « non » à De Gaulle en 1958, lorsque celui-ci avait voulu instaurer la « Communauté Française », destinée à maintenir les anciennes colonies sous la coupe de l'impérialisme français.

Pendant plus de 10 ans, le gouvernement français tenta de le contraindre. Il modifia ensuite son attitude à l'égard de la Guinée, afin de mieux défendre ses intérêts, face à la concurrence américaine en particulier. Et de fait, depuis 1975, les échanges commerciaux entre la France et la Guinée ont été multipliés par six. Actuellement la France assure près de la moitié des importations d'un pays dont elle est devenue le premier fournisseur.

C'est donc au nom des intérêts bien compris de l'impérialisme, et plus particulièrement de Pechiney-Ugine Kuhlman et d'Usinor, que Mitterrand poursuit la politique réaliste inaugurée par son prédécesseur.

G.L.

Le règne de Sékou Touré : 25 ans de dictature

En 1958, pour avoir été le seul des dirigeants des anciennes colonies françaises d'Afrique noire à avoir appelé à voter « non » au référendum de De Gaulle instituant la « Communauté Française », Sékou Touré bénéficia d'une certaine popularité. Comparé à un Léopold Senghor au Sénégal ou à un Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, si liés à l'ancienne puissance colonisatrice, le dirigeant guinéen faisait figure d'anti-impérialiste intransigent. Mais très rapidement il s'est révélé être un dictateur foulant aux pieds tous les espoirs que ses propos anti-colonialistes avaient pu susciter dans la population guinéenne.

L'histoire des 25 années de pouvoir de Sékou Touré est jalonnée d'une longue série de « complots », quelques-uns réels, la plupart inventés par les services de police guinéens, et qui servirent de prétexte à la répression contre la population guinéenne ou à des purges dans les rangs de l'appareil d'Etat et du parti unique, proclamé depuis quelques années « Parti-Etat ».

C'est ainsi qu'en 25 ans Sékou Touré, « l'homme de Guinée et d'Afrique le plus sûr, le plus constant, le plus honnête, le plus courageux, le plus persévérant, le plus tenace et le plus fidèle », comme il aime à se faire nommer dans les liturgies officielles, a emprisonné, éliminé, assassiné tous ceux qui auraient pu lui porter ombrage, y compris ses plus proches collaborateurs. La répression, s'ajoutant à la misère que connaît la population, a contraint à l'exode près de deux millions de Guinéens, sur une population comptant 7 millions d'habitants. Environ 500 000 Guinéens vivent au Sénégal, autant en Sierra Leone, 400 000 en Côte-d'Ivoire, 200 000 au Mali

et au Libéria (chiffres cités par Hammon et Rotman dans leur livre sur L'affaire Alata).

En 1960, le gouvernement guinéen annonçait la découverte d'une « conjuration » destinée à assassiner Sékou Touré. Ce fut le prétexte à l'élimination de toute une partie des cadres de l'appareil d'Etat, suspectés d'être restés liés à l'impérialisme français. Un an après, en novembre 1961, ce furent les intellectuels de gauche qui furent frappés au nom d'un « complot des enseignants », accusés d'être liés à l'URSS. Les arrestations se succédèrent et, le 25 novembre 1961, la grève de protestation des enseignants et des étudiants fut matée par l'armée et les milices du régime.

En 1965, un « complot des commerçants » était découvert, à l'occasion de la tentative de création d'un nouveau parti, le Parti de l'Unité Nationale de Guinée, regroupant surtout des commerçants et d'anciens fonctionnaires du régime demandant entre autres un retour à une plus grande liberté du commerce. Son principal animateur, arrêté, disparut. En 1969, avec le « complot des militaires », l'épuration s'étendit dans l'armée.

En 1970, le débarquement d'un commando de militaires portugais avec d'anciens opposants guinéens en exil (le Portugal dominait encore la Guinée-Bissau voisine et reprochait au pays de Sékou Touré de servir de refuge aux maquisards de Guinée-Bissau), un des rares complots à avoir été réels, servit de départ à une nouvelle vague de répression qui vit l'arrestation de plusieurs milliers de personnes.

En février 1971, l'Assemblée Nationale guinéenne s'élevait en « tribunal révolutionnaire » pour prononcer 159 condamnations, dont 58 à mort. Les exécutions eurent lieu le lende-

main même, en public, sous les ponts de Conakry et sur les places des principales villes du pays. Inutile de dire que la plupart des condamnés n'avaient rien à voir avec le « complot portugais ».

En novembre 1976, prétextant un complot qu'aurait ourdi contre sa personne un ancien ministre, Diallo Telli, et le ministre du Plan en place, Alioune Dramé, tous deux d'origine peule, Sékou Touré annonçait : « Je déclare la guerre aux Peuls ». Les Peuls sont l'ethnie la plus nombreuse du pays, et c'est dans ses rangs que les courants d'opposition au régime étaient particulièrement forts.

En 1977, la pénurie alimentaire et la vie chère provoquèrent des manifestations de femmes. Le 27 août, dans certaines grandes villes du pays, elles prirent d'assaut plusieurs commissariats de police. En mars 1980, les habitants de la région de Kankan ne payaient plus leurs impôts. Les fonctionnaires furent chargés de prélever directement l'impôt en nature sur les maigres rations des paysans. La même année, en mars et en avril, les élèves de la ville de Kindia, à 150 kilomètres de Conakry, se mirent en grève et houspillèrent le ministre de l'Education nationale : trente de ces jeunes furent envoyés dans le camp de Boiro, le plus sinistrement connu des lieux de détention du régime, alors qu'un millier d'autres étaient déportés dans une autre ville, à 1 000 kilomètres de chez eux.

Tels sont quelques aspects du régime de cet ami retrouvé de la France de Giscard certes, mais aussi de Mitterrand.

Olivier BELIN

L'impérialisme en Guinée



Troisième producteur de bauxite, détenant dans son sous-sol les deux tiers des réserves mondiales de minerai d'aluminium, la Guinée est un pays d'Afrique possédant de très riches ressources minérales. Outre l'aluminium, le sous-sol guinéen renferme 40 milliards de tonnes de minerai de fer très riche, du diamant dont les réserves sont estimées à 30 millions de carats, de l'or (exploité depuis le Moyen Age, mais dont les réserves ne sont pas encore épuisées), du cuivre, du cobalt... ainsi que de l'uranium, qui fait l'objet de multiples travaux de prospection. Enfin, des recherches pétrolières ont lieu au large des côtes. Ajoutons à cela une hydrographie abondante, qui pourra permettre une importante production électrique, nécessaire au traitement sur place du minerai d'aluminium.

Si ces richesses ne profitent pas aux villages de Guinée, où vivent les quatre cinquièmes de la population, leur attrait est grand pour les trusts des grandes puissances impérialistes.

La rupture de la Guinée avec la France a pendant des années handicapé les trusts français dans cette course aux richesses. Mais Pechiney, déjà largement intéressé dans l'exploitation de la bauxite guinéenne avant l'indépendance, avait réussi, malgré la rupture entre les gouvernements, à maintenir en place ses intérêts.

La décision de De Gaulle de rompre avec ce pays avait dans un premier temps, poussé Sékou Touré à se tourner vers l'URSS et la Chine. Mais le verbe anti-impérialiste du président ne l'a pas empêché de se lier aux USA, dès que ceux-ci ont manifesté le désir de prendre la place laissée partiellement vacante par l'impérialisme français.

Nommé en février 1961, avec pour mission de tenter de « récupérer » la Guinée en l'arrachant à l'influence soviétique, le nouvel ambassadeur des USA, M. Atwood, dit lui-même avoir rencontré la plus grande compréhension de la part du gouvernement guinéen : « Sékou Touré m'a dit qu'il voulait développer les relations avec l'Ouest et encourager les investissements privés. (...) Sékou Touré m'a déclaré fermement qu'il ne voulait pas tomber sous la domination des pays de l'Est », écrit-il plus tard en relatant sa mission. Effectivement, en avril 1962 le gouvernement guinéen élaborait un nouveau code des investissements destiné à attirer les capitaux privés étrangers, et en particulier américains.

Aujourd'hui, les gisements de bauxite du Boké sont exploités par une compagnie mixte où, au côté du gouvernement guinéen, sont associés les trusts américains Aluminium Compagnie et Harvey Aluminium, le trust canadien Alcan Aluminium, Vorwerke (RFA), Montecatini (Italie) et toujours Pechiney-Ugine-Kuhlmann. Le gisement de Fria, le deuxième en importance associée lui, outre Pechiney et le même trust ouest-allemand Vorwerke, la société British Aluminium (Grande-Bretagne), Aluisse (Suisse), Noranda (Canada)... Quant à la Compagnie Française des Pétroles, elle est partie prenante dans les travaux de prospection pétrolière au large des côtes de Guinée. Enfin, en mars dernier, la Guinée a fait appel à la Banque Européenne d'Investissement pour participer financièrement au projet d'exploitation des gisements de fer du mont Nimba (près de la frontière libérienne), projet financé aussi par la Banque Mondiale et dont le chef de file des travaux sera la compagnie américaine US-Steel. L'achat du minerai, dont la production devrait atteindre 15 millions de tonnes dès 1987, serait assuré par les compagnies sidérurgiques qui ont pris une participation financière dans la société d'exploitation de la mine, parmi lesquelles figurent en bonne place, aux côtés de l'US-Steel, les sociétés françaises Solmer et Usinor.

O.B.

Laissons Giscard à son destin...

Finis le coup de la chaise vide : après 15 mois d'absence et de multiples sollicitations de la part des responsables de chaîne, Giscard a fait sa réapparition à la télévision dans l'émission d'Antenne 2 L'heure de vérité.

Il est apparu tout sourire, décontracté, détendu, à l'aise, « moins technicien et plus humain », incisif, etc. Il faut dire qu'avec la politique du gouvernement, il avait la partie belle. Seulement voilà, cette sombre histoire de diamants est revenue sur le tapis, et ça l'a crispé un peu. Dommage, le numéro était presque parfait. Et il fallait voir, au journal d'Antenne 2 Midi du lendemain, Jacques Blanc, de l'UDF, en extase : pour lui,



Giscard a été « merveilleux ».

Eh oui, il semble bien que le fait d'avoir été écarté du pouvoir lui ait fait du bien. Alors, puisque l'opposition lui profite si bien, qu'il y reste !

Giscard à « l'heure de vérité » : Il aurait été très « brillant »

Lancelot : l'UDF est dans le lac

Lors de leurs journées annuelles tenues à Salon-de-Provence, les parlementaires UDF se sont entendu dire quelques vérités tombées de la bouche d'un « politologue », Alain Lancelot, qu'ils avaient invité pour s'entendre décrire leur image dans l'opinion.

L'oracle que les parlementaires UDF s'étaient choisi leur a déclaré que « deux sensibilités — libérale classique ou moderniste et démocrate-sociale d'inspiration chrétienne ou laïque — c'est trop ! » Bref, en clair, il leur a dit que l'UDF n'avait pas une image très nette dans l'esprit de la population. Et ça, à quelques mois des élections muni-

cipales, c'est grave pour des députés qui sont souvent, en même temps, maires. Alors, les parlementaires UDF ont aussitôt entrepris de corriger le tir et les fortes paroles ont été prononcées. Christian Bonnet a réclamé « une unité dans le combat avec une diversité dans le débat », tout en se démarquant des « UDF-mollassons ». Georges Mesmin, lui, récuse « l'UDF-caméléon », pour proposer ce qui lui paraît être la meilleure solution : « Il faut des idées valables et qui réussissent ». Il paraît que monsieur de La Palice qui pourtant semble inspirer nombre de parlementaires UDF, s'est abstenu d'intervenir...

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• Bordeaux

Samedi 25 septembre après-midi et dimanche 26 toute la journée Garenne de la Blancherie, à Cenon

Dimanche à 16 heures meeting avec Arlette Laguiller

• Dijon

Les 25 et 26 septembre au Parc des Cèdres, à Queigny. Samedi à 19 h : soirée cabaret avec le groupe May, suivie d'un bal avec l'orchestre Azur. Dimanche à 13 h : banquet champêtre animé par Christian Sauvage et Octave. Cinéma, jeux, expositions, atelier du Grenier de Bourgogne de Chevigny, forum du livre.

• Marseille

Dimanche 26 septembre à partir de 11 h 30. Parc de Valabre, près de Gardanne.

REUNIONS PUBLIQUES

• Vierzon

Vendredi 1^{er} octobre à 20 h 30 Salle du Cavalier

• Nevers

Vendredi 1^{er} octobre à 20 h 30 centre Social du Banlay

Rue Rossini : la bavure est ravalée

« Bavure policière de la rue Rossini : l'unique témoin se rétracte », annonçait, le 19 septembre, Le Journal du Dimanche. Voilà qui, dans quelques chaumières policières — et dans celle du ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre —, a dû faire pousser des soupirs de soulagement !

On se souvient que, le 9 septembre dernier, une jeune fille de 17 ans avait été tuée par des policiers qui affirmaient que la voiture à bord de laquelle elle se trouvait en compagnie

d'amis avait foncé sur eux. Pourtant leur version était contredite par un témoin qui avait « vu un gardien de la paix descendre et s'approcher de la R 20 vers le côté passager, à droite. La R 20 a redémarré et la fusillade a éclaté. Il n'y avait pas de policier placé devant la voiture ni sur le capot ». Ce témoignage n'avait cependant pas empêché Gaston Defferre, solidaire de ses policiers jusqu'à la bavure, de soutenir qu'ils avaient agi en état de légitime défense.

Aujourd'hui, ce témoin se rétracte. Comme le dit Le Journal du Dimanche : « Il reconnaît en fin de compte n'avoir rien vu, mais seulement entendu. Tous les coups de feu, a-t-il précisé, ont retenti pendant qu'il contournait son bureau » pour aller se placer à la fenêtre.

Il n'y a pas à dire, les policiers de la rue Rossini ont de la chance d'être tombés sur un témoin à qui la mémoire revient avec tant d'à propos.

LYCEE VOLTAIRE (Orléans-La Source)

La rentrée se prolonge

Au lycée Voltaire à Orléans, la rentrée est plutôt laborieuse, si l'on peut dire, car 150 heures de cours ne sont pas encore assurées, faute de professeurs. Toutes les classes sont touchées, de la seconde à la terminale. Il manque des professeurs dans toutes les matières, y compris dans les matières principales. Par exemple en économie pour des terminales B, en mathématiques pour des terminales C. Des élèves se retrouvent à 60 en classe de mathématiques, à 56 en espagnol.

Quant aux cours de langues facultatifs, il semble bien qu'ils soient facultatifs surtout pour l'administra-

tion, qui n'a pas prévu de professeurs.

Lundi 13 septembre, la quasi-totalité des élèves (le lycée en compte 1800) et les professeurs étaient en grève. Le mercredi 15 septembre, plusieurs centaines ont manifesté dans les rues d'Orléans, après une entrevue au rectorat qui n'a abouti qu'à la promesse d'une création de deux postes et demi.

Les syndicats enseignants, SNES et SGEN (CFDT), organisent le mouvement mais ont l'air de ne pas trop savoir à qui s'en prendre. Dans leurs communiqués, ils cherchent des excuses au gouvernement en invoquant l'héritage du

passé. Cette situation n'est, selon eux, que « l'aboutissement d'une politique de restriction dans l'Education nationale qui ne date pas d'hier. »

Qu'elle ne date pas d'hier, c'est sûr. Mais ce qui est sûr aussi, c'est qu'elle continue.

Le lendemain de la manifestation, le Parti Socialiste local, dans un communiqué, reconnaissait que la rentrée avait été difficile dans le Loiret et regrettait que, de ce fait, les efforts du gouvernement « aient été mal perçus » ! Disons surtout qu'ils n'avaient rien de perceptible au lycée Voltaire.

Correspondant L.O.

LOGEMENT

Les propriétaires feraient-ils la grève des locations ?

Pas facile de trouver à louer un appartement dans une grande ville, et surtout à Paris, en ce moment. Les vacances et la rentrée sont pourtant des périodes où, traditionnellement, les appartements se libèrent. Eh bien, cette année semble vouloir innover : à la vitrine des agences immobilières, on ne trouve aucune location ou presque. Quant aux petites annonces des journaux, la situation n'est guère plus brillante : dans les pages du *Figaro* (il passe pour faire référence en matière d'annonces immobilières) du lundi 20 septembre, on trouve, sur Paris, deux colonnes de locations seulement contre une dizaine voici quelques mois à peine. Le lendemain, dans le même journal, toujours aussi peu de locations. Pourquoi une telle pénurie ? Parce qu'on manquerait de logements libres ?

PEU A LOUER MAIS BEAUCOUP A VENDRE

Sûrement pas, en tout cas, si l'on en croit ce que l'on voit dans le même numéro du *Figaro* : à la rubrique vente, cette fois, ce ne sont pas deux petites colonnes (comme pour la location) mais quinze colonnes qui sont réservées aux vendeurs d'appartements. Et on pourrait le constater n'importe quel autre jour dans ce journal (ou un de ses concurrents) ou dans une agence immobilière. Cela peut évidemment surprendre quand on sait qu'il y a un an ou deux, la proportion était sinon inverse du moins nettement en faveur de la location par rapport à la vente.

En fait cette situation semble résulter des réactions des propriétaires-bailleurs à deux mesures gouvernementales : l'impôt sur la fortune (pour ceux possédant plusieurs appartements) et la loi Quilliot (du nom du ministre du Logement) pour tous. (Les gros loueurs que sont les assurances, par exemple, n'ont apparemment pas réagi comme les petits ou moyens bourgeois tirant des revenus de la location d'un ou plusieurs logements, ne serait-ce que parce que ces mesures les inquiétaient peu).

Certes, depuis que le gouvernement avait parlé d'imposer les fortunes dépassant les 300 millions de centimes, bien des éléments des dites fortunes (entreprises, œuvres d'art, etc.) avaient été progressivement exclus du cadre de la loi, la transformant pratiquement en une coquille vide. Mais comme le gouvernement et les parlementaires avaient quand même laissé dans cette coquille (est-ce un oubli ?) les biens immobiliers, nombre de propriétaires dépassant la limite des 300 millions ont cherché à se débarrasser au plus vite de ces éléments

de la fortune particulièrement voyants que sont des appartements mis en location. En cessant de les louer d'abord pour y loger des enfants, des parents, parfois, mais plus souvent pour les vendre. Ou plutôt, pour tenter de les vendre. Car, « les prix demandés » étant « encore, dans la plupart des cas, trop élevés » (déclaration des agents immobiliers de la FNAIM le 3 juin 1982), ces appartements se vendent mal. Mais même lorsqu'ils restent proposés à la vente pendant des mois sans trouver preneur, ces appartements ne sont généralement pas remis sur le marché des locations par leurs propriétaires.

En effet, nombre de propriétaires (et pas seulement ceux qui tomberaient sous le coup de l'impôt sur la fortune) préfèrent actuellement ne pas louer le temps de voir venir, depuis le vote de la fameuse loi Quilliot, en juin dernier.

LES CONTRECOUPS D'UNE LOI QUILLIOT...

On se souvient que dans les mois qui précédèrent le vote de cette loi, la droite, les organisations de propriétaires et les affairistes du monde du logement poussèrent des cris d'orfraie parce qu'il était question de réglementer les rapports entre locataires et propriétaires. Ils publièrent même de grands placards publicitaires dans la presse pour dénoncer cette loi (qu'ils présentaient parfois même comme introduisant des germes de soviétisation dans le logement... tout simplement parce qu'il y était question d'associations de locataires pouvant conclure des accords avec les propriétaires !) Ils firent d'ailleurs tant et si bien que, sur de nombreux points (par exemple sur la durée des

baux de location, sur les mesures d'expulsion), le gouvernement fit machine arrière.

... QUI N'A GUÈRE PORTÉ DE COUPS AUX PROPRIÉTAIRES

Après le vote de cette loi, le ministère du Logement publiait un communiqué soulignant notamment que « les sanctions pénales ont été en général allégées ». Lors de la présentation de la loi à la presse, le rapporteur socialiste de l'Assemblée nationale se félicitait que la loi supprime toute inquiétude quant aux « expulsions dilatoires » de locataires ne se laissant pas faire, expliquant que ceux-ci ne pourraient faire traîner les choses plus de deux ans contre quatre ans auparavant. Et le ministre Roger Quilliot d'insister sur « les préfets » qui « ont pour mission d'agir le plus vite possible » dans ces cas. Quant au rapporteur (de droite évidemment) du Sénat, Paul Pillet, il tenait à préciser que « les craintes que certains manifestaient au début ne sont

pas toujours justifiées ». Et pour cause, puisque, finalement, la loi n'avait été adoptée qu'après qu'une commission de députés et de sénateurs eut mis au point un texte qui puisse être voté par l'Assemblée mais aussi par un Sénat à majorité de droite !

LA QUESTION DES BAUX ET DES LOYERS

Pourtant, même élaguée, rabotée, poncée de toute part, la loi Quilliot continue apparemment à déplaire à bien des propriétaires. Elle n'est pourtant pas bien dangereuse, à moins de croire que, du seul fait de la loi, des associations de locataires vont se mettre en place partout ! Seulement il y a une disposition qui déplaît fortement à ces mêmes propriétaires : c'est celle qui oblige à conclure des baux locatifs de trois ans au moins. Ceci alors qu'à Paris, un bail d'un an était fréquemment imposé (quand il ne s'agissait pas parfois de contrats de location de six

mois seulement), les propriétaires profitant de l'échéance du bail pour mettre le locataire devant le « choix » d'accepter n'importe quelle augmentation ou de partir.

La loi Quilliot a beau prévoir que les loyers augmenteront dans une limite garantie qui risque d'être supérieure à l'évolution des salaires, de nombreux propriétaires préfèrent attendre pour louer ou relouer.

Ils attendent d'autant plus volontiers, que la loi Quilliot a, heureusement pour eux, prévu que le loyer devient libre quand un locataire est expulsé ou quand l'appartement n'est pas loué pendant dix-huit mois. Oh, bien sûr, dix-huit mois c'est long, surtout quand on cherche à se loger et qu'on ne trouve rien. Mais peut-être certains propriétaires espèrent-ils déjà que, sous peu, le gouvernement fera mine de découvrir la situation critique de ceux qui cherchent un logement et, pour débloquer la situation, fera un geste... en direction des propriétaires ! Ce serait, en tout cas, bien dans la tradition des reculades successives du ministre du Logement devant la droite et les propriétaires.

Pierre LAFFITTE



La pierre au prix de l'or ?

Quand on cherche un deux-pièces à Paris, à moins d'avoir beaucoup de chance*, il ne faut guère espérer, hors les charges, payer moins de 1 500 F par mois pour un deux-pièces au 5^e étage sans ascenseur dans le XVIII^e arrondissement, entre 2 200 F et 2 400 F dans les alentours de la place de la Nation, voire plus de 3 000 F dans les quartiers centraux de Paris (chiffres relevés dans des annonces immobilières d'un quotidien parisien le 22 septembre).

Le plus souvent, quand on se déplace, il y a plus d'une dizaine de personnes pour un logement vacant et certains

propriétaires profitent évidemment de cette situation pour demander des reprises ainsi que pour proposer des logements fréquemment mal entretenus.

Il est par contre un domaine du logement où il n'y a guère de pénurie (même si on construit peu) : c'est celui des immeubles neufs de luxe. Un domaine où, Paris détenant le record mondial de la spéculation foncière, les prix atteignent eux aussi des sommets.

Ainsi, à côté de la Maison de la Radio, dans le XVI^e arrondissement, on a construit un immeuble de luxe où les appartements se vendent 30 000 F

actuels du mètre carré (150 millions de centimes pour un deux-pièces de 50 m² !); aux Halles, juste au-dessus du Forum, l'immeuble de « l'Espace Baltard » (qui n'est pas encore terminé) se vend déjà plus de 22 000 F du mètre carré puisque c'est ainsi que sont présentés les prix de ces appartements.

* Obtenir un HLM ou un logement dit social relève de l'exploit puisque, à en croire les statistiques ministérielles, entre 1979 et 1981, à Paris, la construction de logements sociaux a chuté dans la proportion de 3 à 1.

CITROËN-AULNAY :

Compromis entre la CGT et la direction au nom de la production

Boubaker Idoumskine, le travailleur licencié par Citroën de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, ne perdra finalement pas son travail. Accusé de violences sur la personne d'un contre-maître, ce travailleur a finalement accepté d'être licencié en échange de son embauche dans un autre établissement du groupe, la SOGAM, une filiale de Citroën située à Stains, en Seine-Saint-Denis également; il y aura un statut professionnel équivalent avec maintien de ses droits et avantages acquis.

La direction de Citroën dit avoir accepté cette tractation sous l'égide de la direction départementale de la main-d'œuvre. « **par souci d'apaisement** ». Mais son souci d'apaisement inclut bien sûr son intention de contenter son personnel d'encadrement qui faisait grève contre la présence dans les ateliers du travailleur licencié. Accepter une réembauche mais dans une autre usine du groupe, c'est



A Aulnay pendant la grève, le 13 septembre

(AFP)

une manière pour elle de reculer tout en évitant d'infliger un désaveu à sa maîtrise.

Bien sûr, le compromis intervenu au ministère du Travail tourne la mesure de licenciement à l'encontre de Boubaker Idoumskine, et la CGT n'hésite pas à présenter sa mutation comme une victoire.

Mais en réalité ce n'est qu'une demi-victoire par rapport à la lutte des travailleurs de son atelier qui non seulement contestaient qu'il ait frappé un agent de maîtrise, mais l'accompagnaient chaque jour à son poste de travail pour éviter son départ; et les poursuites pénales engagées à l'encontre de ce travailleur sont maintenues même après cette mutation.

Ce compromis est aussi de la part de la CGT, qui l'a accepté, un geste vis-à-vis du gouvernement de gauche pour ne pas mettre en cause sa solidarité avec lui en prolongeant un conflit. C'est aussi un geste vis-à-vis de la direction de Citroën: c'est une manière de lui dire que la CGT, elle, à la différence d'une partie de la maîtrise et de la CSL, est bien une organisation responsable qui n'entend pas mettre en danger la production de la firme au moment où celle-ci doit affronter la concurrence française et étrangère... C'est une manière d'affirmer que la production et la défense de l'automobile sont son souci primordial, quitte à faire des concessions sur les droits des travailleurs.

G L

ROUSSEL-UCLAF
(Romainville)

Encore un accident grave

Un ouvrier du DCI vient d'être brûlé au visage et aux avant-bras.

C'est au cours de la neutralisation d'un appareil après la fabrication d'une solution d'amidure de sodium qu'est survenu l'accident. L'amidure de sodium est fabriqué par réaction d'ammoniaque sur le sodium. C'est un produit très inflammable et très dangereux, qui s'enflamme au contact de l'air sec et de l'eau.

Habituellement, l'appareil est nettoyé et neutralisé en circuit fermé sous atmosphère d'azote. Or, cette fois-ci, l'ordre a été donné à l'ouvrier d'ouvrir l'appareil pour bien nettoyer à l'eau le hublot.

C'est à ce moment que s'est produit le coup de feu, brûlant l'ouvrier. Si l'on ne sait pas précisément si c'est l'amidure de sodium ou un morceau de sodium resté accroché dans l'appareil qui a provoqué le coup de feu, en revanche, on sait qu'aucune information sérieuse ni aucune consigne impérative, ni aucun rappel des consignes de sécurité sur les feuilles de travail n'ont été données aux ouvriers.

Une fois de plus, ce sont les ouvriers qui sont accidentés. La prochaine fois qu'il y aura des réactions dangereuses, que les irresponsables les fassent eux-mêmes.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Roussel-UCLAF-Romainville.

• PLUS C'EST PAREIL, PLUS ÇA CHANGE...

Pour travailler en Maternité, il faut vraiment avoir « la vocation ». Le planning change si souvent que l'on ne sait jamais de quoi demain sera fait. Au diable la vie de famille, les rendez-vous, les sorties. En fait de « changement », le seul que nous connaissions est le changement perpétuel de nos horaires!

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du Centre hospitalier de Rambouillet



• La direction mérite les palmes

La direction est vraiment trop bonne: elle vient de mettre à la disposition du personnel un nouveau point d'eau: juste à la sortie de la cantine, une fissure au plafond prodigue généreusement de quoi nous rafraîchir.

Un seul problème: cette source se tarit après chaque orage.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière des AGF-La Fayette Paris



• MACHINE DANGEREUSE

La semaine dernière, au magasin ferraille du 55, un travailleur s'est fait écraser le bout de la phalange par la presse, pièce de la scie à tronçonner. Il a été amputé du bout de la phalange.

Evidemment, il y a bien des responsables qui vont dire que c'est la faute à pas de chance, d'autant plus que cette machine est utilisée tous les jours. Mais si pareil accident arrive, c'est parce que, quoi qu'on dise, la sécurité des machines est insuffisante surtout quand les machines sont vieilles et bonnes pour la casse comme celle-ci.

Tous les jours, nous travaillons sur des machines dangereuses. Nous devons sans cesse nous méfier d'un accident qui peut survenir en une seconde. Et en fait, la seule sécurité sur bien des machines, c'est notre attention et nos réflexes.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Thomson CSF-Levallois.

Grève générale aux aciéries de Pompey contre les licenciements

C'est ce vendredi 24 septembre que le Conseil d'administration de Sacilor doit annoncer la solution définitivement retenue concernant les aciéries de Pompey: ce sont 2 000 emplois qui sont directement menacés.

Depuis mai, les travailleurs de Pompey — usine sidérurgique rattachée au groupe Sdcilor, employant 3 500 personnes, et située dans la banlieue nord de Nancy — savent que leur entreprise est l'objet d'un plan de restructuration; il s'intègre dans le nouveau plan acier du gouvernement qui a débouqué pour celui-ci quelque 20 milliards.

Les projets ont été officiellement présentés à Pompey même, le 18 juin, par le P-DG en personne, Dollé. A l'époque, ce Dollé avait été présenté par les syndicats comme un homme nouveau — il serait au Parti Socialiste, et a été mis en place par la gauche au pouvoir — s'opposant à la politique de casse de la sidérurgie des équipes de « droite » qui dirigeaient alors Sacilor.

La pilule présentée en juin avait été dure à avaler puisque les projets pré-

voyaient tous la suppression des deux tiers des effectifs. Et devant la colère des travailleurs, le syndicat CGT s'était même prononcé contre... la séquestration du P-DG: concertation avant tout!

De nombreuses manifestations de protestation ont été organisées dont une à Paris le 28 juin, qui a regroupé 3 000 personnes. Les syndicats ont avant tout cherché à négocier « **des solutions industrielles et sociales** » pour Pompey, demandant du temps pour proposer leur propre plan. A aucun moment les syndicats n'ont cherché à désigner les responsabilités gouvernementales. A aucun moment ils n'ont avancé de revendication précise concernant l'emploi ou la garantie des revenus pour les travailleurs de Pompey. Des deux côtés — syndicats et direction —, on a joué le jeu de la concertation... La direction a bien sûr étudié le projet syndical mais elle s'en est tenue au sien!

Alors la CGT a changé de ton puisqu'elle s'est mise à réclamer la démission de Dollé, le P-DG, pour incompetence... C'est évidemment

plus facile que de s'en prendre au principal responsable de ce nouveau plan acier, le gouvernement lui-même.

Pour vendredi prochain, jour de l'annonce de la décision définitive de la direction de Sacilor, les trois syndicats de Pompey, CGT, CFDT et CGC, ont décidé d'appeler à une journée de grève, et les commerçants de la ville ont annoncé qu'ils s'associeront aussi au mouvement. Car tout le monde sait d'ores et déjà ce qui va être annoncé: c'est la solution que les technocrates de la sidérurgie avaient appelée la « solution C » et qui avait été unanimement condamnée par les syndicats: cette solution doit ramener de 3 500 à 1 320 le nombre d'ouvriers des aciéries de Pompey. De plus, il semble bien que cette solution, en supprimant la fusion sur le site pour ne garder pour l'instant qu'une activité de laminage, reviendra à terme à condamner aussi cette activité comme non rentable en raison du coût de l'approvisionnement de ce laminage. Aussi la colère est grande à Pompey.

Correspondant L O

Cégédur-Issoire

Une grève qui fera date

Cinq jours de grève viennent de perturber la production d'aluminium de l'usine Cégédur à Issoire, à 30 km au sud de Clermont-Ferrand, qui emploie 1 800 salariés dont 1 400 ouvriers.

Le mouvement a démarré brusquement par surprise à l'équipe de nuit, le mercredi 15 septembre : c'est que trois travailleurs licenciés juste avant les congés sont apparus en chair et en os à leur ancien poste de travail. La CGT les avait fait entrer clandestinement, comptant bien sur une réaction de solidarité dans l'usine. Avec réticence et à retardement, la CFDT a suivi le mouvement qu'elle a laissé tomber avant la fin. Outre l'annulation des licenciements, l'accent était mis sur toute une série de problèmes qui sensibilisent la personnel : le comportement de flic du médecin patronal, prompt à faire des dossiers défavorables aux malades, les mutations arbitraires, les pressions pour faire partir en préretraite sans embaucher de jeunes à la place, le chantage aux commandes pour faire accélérer les cadences.

Et il y a aussi l'arrogance de plus en plus importante de

l'encadrement, car la nationalisation récente de Pêchiney-Cégédur n'a évidemment rien changé à ce climat.

LE JEU DE LA DIRECTION

Deux équipes sur trois (c'est le système du travail posté, chaque équipe tourne d'une semaine à l'autre) ont largement participé aux débrayages, aux piquets de grève, aux manifestations dans Issoire : il y a environ 80 % de grévistes, ce qui n'a pas empêché la direction de multiplier les mensonges en prétendant que seulement 10 % faisaient grève. La haute maîtrise (chefs de service, ingénieurs et directeurs de département) ont formé de véritables commandos pour dévier les cars et les voitures, faire pression sur les travailleurs hésitants (« Ça ne sert à rien de se mettre en grève ») ou foncer en voiture sur les grévistes. Un huissier a été convoqué pendant plusieurs jours pour faire des constats et expédier des lettres aux licenciés qui avaient osé revenir à l'usine.

A la télévision régionale, le directeur de l'usine, qui a refusé toute entrevue avec les syndicats, s'est pourtant vanté d'être « un homme

ouvert et de dialogue ». Quant à Besse, le P-DG de Pêchiney nommé il y a quelques mois par le gouvernement, venu discrètement à Issoire, il n'a même pas reçu les syndicats.

Lundi la grève s'est essouffée : il y avait moins de monde présent aux piquets de grève et une consultation organisée par la seule CGT, proposant le blocage des portes et l'occupation de l'usine, a donné une dizaine de voix de majorité. Devenus minoritaires avec la CFDT qui avait ouvertement lâché la grève, les grévistes se sont arrêtés dans la journée du mardi 21.

Certes, la direction n'a rien cédé et la réintégration des licenciés reste problématique, même si les dossiers semblent favorables sur le plan juridique.

Mais des centaines de travailleurs se sont regroupés pendant cinq jours, ont résisté aux multiples pressions et menaces de l'encadrement et de la direction. Incontestablement, cette grève est la plus mobilisatrice depuis bien des années et cela a créé dans l'usine un autre climat, un autre rapport de forces avec la maîtrise.

Correspondant L.O.

AU CENTRAL INTER-ARCHIVES (Paris)

Les syndicats augmentent la cantine mais les usagers ne sont pas d'accord

Au Central téléphonique Inter-Archives à Paris, le Conseil d'administration de la cantine a décidé le 1^{er} septembre dernier de passer tous les plats à 6,50 F à partir du 13 septembre.

Ce Conseil d'administration est composé, comme les Comités d'entreprise, de membres élus des syndicats. Tous les syndicats y sont représentés, et c'est la CGT qui y a la majorité. Tous les syndicats étaient d'accord pour augmenter le prix des plats les moins chers. Et tous ont voté cette augmentation.

Sous couvert d'une « unification des prix », c'est en réalité d'une augmentation qu'il s'agit. Sur une quarantaine de plats proposés dans l'année, 17 étaient à 5 F, 6 à 6 F, qui passent donc à 6,50 F, tandis qu'un petit nombre (un par quinzaine environ) variaient de 7,10 F à 10 F et sont les seuls à diminuer.

Ce n'est que le jeudi 9 septembre que le Conseil d'administration annonçait le changement des prix pour le lundi suivant.

Le mardi 14, surtout dans les salles d'opératrices — les plus bas salaires — on râlait contre le jambon-salade qui augmentait de 1,50 F alors que les salaires, eux étaient bel et bien bloqués.

Et le mercredi, un usager déposait une plainte à la Direction des prix et de la consommation, l'organisme chargé du contrôle des prix, donc du contrôle de leur blocage, dont le gouvernement et les syndicats avaient fait l'éloge en juin dernier et pendant toutes les vacances, allant même jusqu'à en donner l'adresse et le numéro de téléphone à la télévision et dans la

presse pour appeler les usagers à signaler toutes les vales d'étiquettes.

La plainte a été déclarée recevable par la Direction des prix et elle suit son cours. Le jeudi 16 septembre, une pétition contre l'augmentation de la cantine était signée et recueillait près de 400 signatures — on sert entre 650 et 800 repas par jour à midi. Et depuis, cela continue, surtout dans les salles où, étant donné la quantité d'horaires différents, tout le monde n'avait pas été touché.

Bien sûr, la réaction des syndicats ne s'est pas fait attendre : les gestionnaires de FO s'agitaient pour demander aux gens de ne pas signer la pétition ; ceux de la CGT accusaient ceux qui faisaient signer la pétition de « profiter de la situation », de faire de la démagogie parce qu'ils « avaient pour une fois la loi pour eux » et même « de faire appel aux flics (...) contre les travailleurs » (!) ; la CFDT, elle, était plus gênée et expliquait qu'elle était contre l'augmentation... mais refuserait de signer la pétition.

Le gérant, enfin, profitant d'un moment de creux à la cafétéria, arrachait deux affiches, avant de faire appel au chef de centre sous prétexte que l'affichage salissait les vitres.

Mais ceux qui ont fait signer la pétition aussi bien que ceux qui l'ont signée étaient contents d'avoir exprimé leur mécontentement.

Et ce n'est pas fini. Puisque les syndicats eux-mêmes acceptent l'austérité, on espère bien au moins les obliger à annuler leur hausse.

Correspondant LO

CREUSOT-LOIRE SAINT-CHAMOND (Loire)

Les travailleurs de CLESID ne veulent pas des 2x9

Lors des négociations sur la réduction du temps de travail en fin de l'année 1981 et début 1982, la direction de CLESID avait annoncé qu'elle envisageait de mettre certaines machines, dites « performantes », en 12 postes pour les utiliser au maximum.

Ces temps-ci, la direction revient à la charge : elle veut mettre en application ce système de 12 postes et propose un système de 3 équipes se relayant du lundi à 4 heures du matin au samedi à 22 h 40. Chaque équipe faisant 9 h 20 par jour et 37 h 20 par semaine travaillerait donc deux samedis sur trois, en prenant certains de ses repos en cours de semaine.

Les consultations du personnel concerné sur l'atelier de Mécanique B ont commencé et, par petits groupes, les machinistes ont eu droit à un exposé vantant les vertus (bien cachées) de ce système.

L'ingénieur, probablement pour donner encore plus de poids à ses propos, ne s'est pas gêné pour faire référence au rapport Auroux, aux propos de Mauroy ou de certains leaders syndicaux préconisant « une meilleure utilisation des moyens de production ».

Cette brillante argumentation n'a pas ébranlé les travailleurs. Sur 24, aucun n'a accepté le nouvel horaire.

Voyant le peu de résultat des démarches de l'ingénieur, c'est le chef du personnel, flanqué d'autres responsables de CLESID, qui a de nouveau réuni les machinistes pour essayer de faire passer la pilule.

Pour être plus convaincant, il a même parlé de compensation financière. Ce gros effort, qui a dû lui coûter beaucoup quand on sait la difficulté qu'il a à trouver de l'argent pour nos revendications, n'a pas été récompensé. Aucun travailleur ne s'est découvert de

vocation pour le nouvel horaire.

A « la meilleure utilisation des moyens de production », les machinistes de Mécanique B préfèrent leur santé, leur vie de famille et leurs copains, et une meilleure utilisation de leur temps !

Correspondant L.O.

Il faut faire quelque chose

Il paraît que la direction a des difficultés financières. On nous dit, en clair : « Plus la Régie fabrique de voitures, moins elle gagne d'argent ». Et oui, il paraît même que, pour 1982, la Régie serait en déficit : certains parlent de 2 mil-

liards.

Si elle y perd, on se demande pourquoi la direction continue de fabriquer des voitures ? Nous nous savons déjà que plus on travaille, moins on est payés. Main-

tenant, si la direction est d'accord avec nous, un bon truc : travailler moins et augmenter nos salaires. C'est à essayer !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de Renault-Siège social.

Mouvement
ouvrier

« Correspondance 1929-1939 » de L. Trotsky et A. et M. Rosmer

Cette correspondance, présentée et annotée par Pierre Broué, comprend 122 lettres échangées entre Léon et Natalia Trotsky et Alfred et Marguerite Rosmer. Ces lettres ont été choisies parmi les 256 qui se trouvent dans les Archives Trotsky de Harvard. Les notes explicatives suivant chaque lettre permettent de situer les questions, les faits et les personnages évoqués.

Trotsky et Rosmer se connaissaient depuis 1915 quand le premier, réfugié politique à Paris, fréquentait le groupe de militants internationalistes rassemblé autour de La vie ouvrière et dont Rosmer était un des principaux animateurs. Ils étaient devenus amis et Rosmer avait été un des premiers militants français à se rallier à la révolution d'Octobre. Il s'était rendu en Russie, avait participé à la fondation de l'Internationale Communiste et avait été un des fondateurs et des premiers dirigeants du Parti Communiste en France. Resté fidèle à la révolution et à Trotsky, il avait été exclu du PC en 1924. « Quand, écrit Trotsky, les épigones ont

commencé la révision du marxisme, la voix de Rosmer s'éleva pour protester. Il ne s'est pas laissé intimider par les ignominies qui furent lancées contre lui par les agents zinovévistes au nombre desquels figuraient bien des carriéristes ».

Militant oppositionnel, ce n'est qu'en 1929, après l'expulsion de Trotsky hors d'Union Soviétique, que Rosmer avait renoué des liens épistolaires avec lui car, auparavant, une telle correspondance aurait risqué de gêner Trotsky dans sa lutte à l'intérieur du PC russe.

Mais, de 1929 à 1939, les lettres sont loin d'être réparties de façon homogène. Celles de 1929-1930 forment les deux tiers du recueil. Elles concernent la construction de l'Opposition de Gauche en France et dans le monde. Rosmer y joue un rôle de premier plan et sa correspondance avec Trotsky nous montre les progrès et les difficultés du mouvement, en particulier les rivalités entre les différents groupes qui se réclament tous de Trotsky et où les polémiques sectaires l'emportent souvent sur le travail politique. Les autres

thèmes principaux sont la lutte pour un visa, le conflit sino-soviétique du chemin de fer de Mandchourie, le lancement d'un hebdomadaire, la nécessité de constituer un Bureau international de l'Opposition de Gauche, enfin l'exécution, par les agents de Staline, de Blumkine, qui inaugure l'élimination de ceux qui s'opposent à la bureaucratie stalinienne au nom de la révolution.

Fin 1930, les contestations autour de la personnalité du trotskyste Raymond Molinier prennent de plus en plus de place dans les lettres. Le ton, toujours amical et confiant, des lettres de Rosmer se teinte d'amertume. Il ne supporte plus de travailler avec Molinier et les mesures qu'il fait adopter à la direction de la section française de l'Opposition reflètent cette incompatibilité d'humeur, tandis que Trotsky propose en vain ses bons offices aux groupes de militants qui s'affrontent.

Rosmer démissionne alors de l'Opposition de Gauche et cesse de corres-

pondre avec Trotsky.

C'est en septembre 1936, quinze jours après le premier procès de Moscou et alors que Trotsky est interné en Norvège par un gouvernement socialiste qui veut l'empêcher de se défendre, que la correspondance reprend, par une lettre de Marguerite Rosmer à Nathalia Trotsky. Et si les Rosmer ne sont plus des militants de l'Opposition, ils sont restés les amis fidèles, actifs et dévoués sur lesquels Trotsky sait qu'il peut compter pour rassembler témoignages et documents contre les falsifications staliniennes. Avec les procès de Moscou, on suit la constitution et les travaux de la commission Dewey (où siège Rosmer). C'est aussi la mort suspecte du militant Léon Sédov (le fils de Trotsky) et les problèmes posés par la

récupération de Siéva, le fils de Sédov, et par celle des archives de Trotsky gardées auparavant par son fils. Cette correspondance s'achève avec le voyage des Rosmer à Mexico, où ils demeurèrent neuf mois chez Trotsky et d'où ils ne rentrèrent en Europe que trois mois avant l'assassinat de ce dernier.

Ces lettres, outre leur valeur de document politique, sont intéressantes parce qu'elles révèlent une généreuse amitié. On y trouve aussi des portraits et des scènes où apparaît le jugement personnel très sûr de Rosmer. L'humour n'en est pas non plus absent.

Vincent GELAS

Correspondance 1929-1939 de Léon Trotsky et Alfred et Marguerite Rosmer, Ed. Gallimard, coll. Témoins, 264 p., 72 F.



TROTSKY, par G. Aronson.

Romans

« Le joueur d'échecs » de Stefan Zweig

Depuis quelques années on réédite en France les traductions des livres de Stefan Zweig, auteur autrichien très connu des années 1920 à 1933, et dont les œuvres furent mises sous le boisseau ensuite par Hitler. Voici quelques mois, les éditions Stock ont édité *Le joueur d'échecs*, une nouvelle qui avait été publiée en 1943, un an après le suicide de Zweig au Mexique où il s'était réfugié.

En 1914, Stefan Zweig fut l'un des rares écrivains européens à succéder, comme Romain Rolland, priront parti contre la guerre. Il fut ensuite un des intellectuels européens qui vit avec le plus de lucidité la signification de l'arrivée de Hitler au pouvoir et l'approche de la Deuxième Guerre mondiale.

Cette courte nouvelle, *Le joueur d'échecs*, se déroule en 1938. Sur le paquebot New-York-Buenos-Aires, deux joueurs d'échecs s'affrontent : le champion du monde, que des joueurs amateurs ont d'abord tenté de défier et qui n'a accepté de rencontrer de tels partenaires que contre honoraires, et l'un de ces amateurs qui lui tient étonnamment tête.

Leur combat déclenche un suspense croissant. Le champion du monde, monstre de froide logique, de calcul et de cupidité, sera-t-il battu par son adversaire ? Et celui-ci, Autrichien rescapé des prisons nazies, échappera-t-il cette fois-ci à la folie qui s'était emparée de lui, quand, dans la solitude de sa prison, il cherchait désespérément à conserver sa lucidité au seul moyen d'un manuel d'échecs ?

La passion qui s'empare des joueurs dépasse le jeu d'échecs. Et on est entraîné du récit d'une partie d'échecs à une digression sur l'intelligence et sur les événements de l'époque.

Écrite avec brio, cette nouvelle chargée d'émotion se lit d'une traite.

Nelly MEYER

Le joueur d'échecs de Stefan Zweig, Ed. Stock, 111 pages, 28 F.

« Le fleuve détourné » de Rachid Mimouni

Ce récit a pour toile de fond l'Algérie d'aujourd'hui. Plusieurs personnages, opposants politiques, délinquants ou malades mentaux, tous considérés comme subversifs par les autorités et internés dans un camp, échangent leur désespoir et leurs fantasmes.

Le personnage principal, issu d'une famille de paysans pauvres, engagé pendant la guerre d'indépendance aux côtés du FLN, cherche après plusieurs années d'absence à retrouver son village, sa famille et sa femme. Or officiellement, tout le monde le croit mort durant la guerre après le bombardement de son camp par l'armée française. En fait, seul survivant, mais blessé et frappé d'amnésie, il a été recueilli dans un hôpital d'un pays voisin durant plusieurs années. Quand il revient guéri au pays, sa réapparition est bien gênante. Quant à la situation, elle a bien changé.

Son village, atteint d'une épidémie mystérieuse, est interdit d'accès par l'armée. Le fleuve détourné ne le tra-

verse plus. Quant aux habitants, si nombre d'entre eux sont, comme son père, toujours aussi pauvres, d'autres ont su se placer, à l'indépendance, aux postes de commande et vivent maintenant de corruption et de trafics. De toute manière, il n'y a pas de place pour le revenant.

Il se dirige alors vers la ville à la recherche de sa femme. Mais celle-ci s'est depuis longtemps fait une nouvelle vie. Complétant les revenus qu'elle tire de sa pension de veuve de guerre en se faisant entretenir par des notables du régime, elle a échappé à la misère du douar.

Coupé de ses racines et désespéré, ce personnage en arrive à commettre un meurtre qui le conduira dans un camp de prisonniers.

Cette histoire est l'occasion pour R. Mimouni de dresser un tableau sombre et plein d'amertume de l'Algérie actuelle, de ses notables imbus de leur autorité, de sa bureaucratie paperassière, de sa société corrompue, d'une économie toujours archaïque où les

tentatives de modernisation entreprises par des incapables se traduisent par un formidable gâchis, tandis que la pénurie permanente et les lourdeurs de l'administration entretiennent de multiples trafics. R. Mimouni veut aussi traduire la déception de ceux qui rêvaient « d'inscrire la liberté dans tous les actes, la démocratie dans tous les cœurs, la justice et la fraternité entre tous les hommes... Mais tandis que le peuple en liesse fêtait ses retrouvailles avec la liberté, d'autres hommes, tapis dans l'ombre tiraient des plans sur l'avenir... Et un beau matin nous nous sommes réveillés... le désastre accompli ».

Un roman amer dont la lecture n'est pas facilitée par le style de l'auteur qui au fil des pages fait alterner la situation présente des personnages et le récit de leur passé.

Roger MEYNIER

Le Fleuve détourné de Rachid Mimouni, Ed. Robert Laffont, 218 pages, 59 F.

Romans

« Le Lapin de Lune »

d'Alain Gerber

C'est un conte que nous présente Alain Gerber. Le ton et le genre de l'ouvrage ne rappellent donc guère **Le faubourg des coups-de-trique** ou **Le jade et l'obsidienne**, ces romans qui avaient fait connaître Alain Gerber il y a quelques années.

Papa Lonnie et sa petite fille Vanessa errent à la recherche des lapins de lune. Un lapin de lune, si on l'attrape avec le sel magique et le collier d'émeraude, peut exaucer tous vos vœux. Seulement voilà ; il est très difficile de les capturer, difficile même d'en apercevoir.

Tous deux sont partis à leur recherche sur les routes du Québec depuis de longues années, partis aussi parce que Lonnie fuit désespérément quelque chose. Un jour ils s'arrêtent. Leur route croise celles de Marie-Jeanne, du shérif Parker, de l'Indienne Joli-Dimanche et de son caribou et de bien d'autres gens encore : des bons, des méchants, des gens qui, parce qu'ils se situent à l'écart de la vie ordinaire, se trouvent peut-être plus près (en tout cas Gerber le pense) d'un univers où règne la poésie.

Un livre qui donne envie de connaître les étendues du Nord canadien, qui donne envie de chanter l'air qui revient au fil des pages comme un refrain : « Une autre fiancée, un autre juin, une autre lune de miel enso-



leillée, une autre saison, une autre raison de faire whoopee ». Les aventures — tristes — de papa Lonnie et Vanessa font parfois sourire aussi, même si on peut être agacé par ce qui apparaît souvent comme la recherche systématique d'un « ton poétique » pour décrire l'univers merveilleux de l'enfance... ou des grands enfants.

Des grands enfants qui apprendront — mais ne l'avaient-ils pas deviné ? — que la vie n'est pas tendre pour les lapins de lune.

André CASTILLE

Le lapin de lune d'Alain Gerber, Ed. Robert Laffont, 291 p., 65 F.

« Maria Canossa »

de Sandra Parette

1943 : Maria quitte son mari allemand, à Berlin, pour rejoindre, à Rome, son frère, aviateur et héros national italien. Or, ce dernier vient d'être tué. Maria se retrouve seule, perdue, angoissée. Peu à peu, elle reprend le dessus en liant connaissance avec Mario, dont elle devient amoureuse. mais Mario est un anti-fasciste et Maria n'admet pas que celui qu'elle aime puisse s'arracher à elle pour combattre.

Voilà pour la trame de **Maria Canossa** : une histoire d'amour bien classique, sans surprise. Mais le cadre dans lequel se déroule cette histoire est, lui, plus intéressant. On y voit les privilèges et les combines de ceux qui acceptent de jouer le jeu des Allemands, puis les retournements de veste avec l'arrivée des troupes américaines et la chute de Mussolini. On voit aussi des soldats italiens se débarrasser en toute hâte de leur uniforme, le rapatriement précipité des services de l'ambassade allemande et les règlements de compte de dernière minute de la gestapo romaine.

Mais tout cela ne vient que comme toile de fond, que comme un décor planté derrière le sujet : l'amour de deux êtres dont l'un est engagé politiquement. Et comme l'engagement anti-fasciste de Mario n'est présenté que comme sa façon de s'affirmer, la conclusion s'impose sans coup férir : l'amour, même vaincu, a toujours raison. Conclusion un peu simpliste d'un ouvrage un peu léger.

Gaston DEVAU

Maria Canossa, de Sandra Parette, Ed. Belfond, 318 pages, 69 F.

Justice

« LE CACHOT »

de Denis Langlois



Denis Langlois est avocat Il a milité à la Ligue des Droits de l'Homme et a dénoncé dans plusieurs livres le système judiciaire et policier en France (les **Dossiers noirs** de la justice ; les **Dossiers noirs** de la police, parus en collection de poche). Mais en 1966, alors étudiant en droit, il a fait de la prison pour insoumission, pour avoir refusé de faire son service militaire. Pour protester contre les conditions de détention à la prison de Fresnes, il organise une pétition : cela lui vaut 45 jours de cachot, de « mitard ».

Ce sont ces 45 jours que Denis Langlois raconte dans un petit livre écrit un peu plus tard, à Fresnes même, et republié aujourd'hui. 45 jours d'isolement pendant lesquels la vie d'un homme est réduite

à un presque rien qui doit quand même occuper chaque jour et chaque seconde. Tout cela dans les conditions que l'on sait et que Denis Langlois nous rappelle : le froid, le manque de nourriture, la lumière en permanence, l'isolement, la vie dans un espace réduit, etc. Beaucoup ne résistent pas et ce mitard est un des instruments dont dispose l'administration pénitentiaire pour briser les hommes que la « justice » lui confie.

Langlois a résisté. Et il raconte comment il a trouvé dans sa révolte, dans son insoumission, les forces pour garder sa dignité. Comment aussi son statut d'intellectuel, d'étudiant en droit, le privilégiait en fait, malgré les sanctions, face à l'administration ; comment son niveau de culture l'a aidé à prendre du recul pour

mieux supporter cet internement.

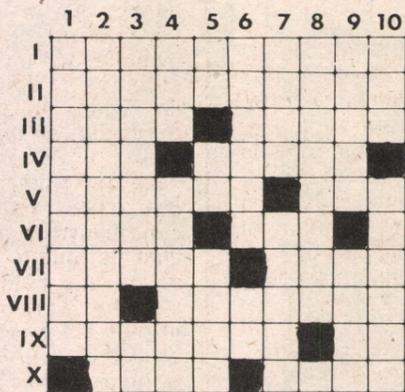
15 ans après, dans une sorte de postface, Denis Langlois, en quelques phrases, explique aussi combien cette expérience de la prison et du mitard a marqué sa vie d'avocat, un avocat qui « ne croit plus en la justice » et qui a appris que « La justice, ça ne se demande pas poliment avec des mouvements de robe. Ça se conquiert ».

Claude CHARVET

Le cachot de Denis Langlois, Ed. Maspéro, 120 pages, 39 F.

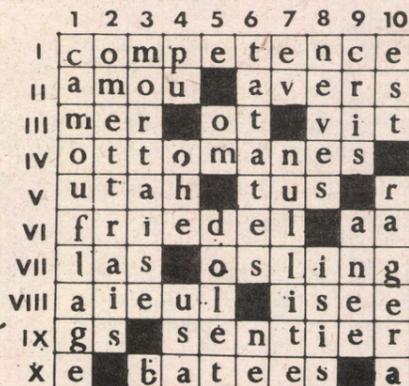
A SIGNALER. Le cachot a fait l'objet d'une adaptation pour la télévision, qui sera prochainement diffusée sur Antenne 2.

MOTS CROISES



HORIZONTELEMENT. I. Chambres. II. Mettrait à sec. III. Port méditerranéen. Sans bavure. IV. Défait les mélanges. Se couronne de lauriers. V. Même au café file trop vite. Immuable. VI. Crier sous les bois. Joua un sale tour à Adag. VII. Un bélier qui aime les poissons. Erre. VIII. Ah la vache ! Femelles musiciennes. IX. Frappés par les étoiles ou tombés du ciel. Convenance. X. Exceptionnel. On y pend la culotte.

VERTICALEMENT. 1. Ragerais. 2. Découvrir. 3. Rougir. Pour affirmer. 4. C'est pas la crème. Pour que moins en emporte le vent. 5. Préposition. Devant devant. Dans le Cher. 6. Prendra la tête. Sur la portée. 7. Ponctuent le temps. On l'a pas dans le nez. 8. Peut se faire à pleines brassées. 9. Apprécie une solution. Descend d'une machine pour dénouer la pièce. 10. Pieuse abréviation. Peut vous faire bondir.



Sélection TV

Samedi 25 septembre

20 h 35. TF1. Droit de Réponse. L'émission de Michel Polac est consacrée cette semaine à Robert Hersant, propriétaire de dizaines de journaux et revues, dont *Le Figaro*, *France-Soir*, *Paris-Normandie*. Arrivera-t-il à nous faire croire à son soi-disant rôle de « Saint-Bernard de la presse » ? Ce n'est pas vraiment certain...

21 h 50. A2. Un moment de bonheur. Téléfilm. Une femme se révolte contre la routine de son existence quotidienne. Un film efficace.



Dimanche 26 septembre

19 h. TF1. Les animaux du monde.

20 h 35. TF1. Le chat et la souris. Film de Claude Lelouch avec Michèle Morgan et Serge Reggiani. Une intrigue policière et sentimentale teintée d'humour.

22 h 35. FR3. Cinéma de Minuit. L'horloge de Vincente Minnelli avec Judy Garland. Une histoire d'amour criante de vérité (vo).



22 h 35. A2. Concert de Vladimir Horowitz. Au programme du récital du célèbre pianiste : Schumann, Rachmaninov, Chopin.

Lundi 27 septembre

20 h 35. A2. Théâtre. Le Voyage de Monsieur Perrichon d'Eugène Labiche. L'équipée extraordinaire d'un petit bourgeois infatué de lui-même qui prend le train pour la première fois. Avec Jean Le Poulain.

20 h 35. FR3. Un oursin dans la poche. Film de Pascal Thomas. Une comédie de mœurs et une satire de l'argent, avec Darry Cowl, Bernard Menez et Maurice Risch.

21 h 35. TF1. Le petit Marcel. Film de Jacques Fansten. Comment un jeune homme ordinaire devient un indicateur. Un film pas ordinaire. Avec Isabelle Huppert.

Mardi 28 septembre

20 h 35. TF1. Edouard II. Pièce de C. Marlowe. Une tragédie austère sur les thèmes de l'amour et du pouvoir.

20 h 35. FR3. Parole donnée. Série de huit émissions dont le principe est de mettre les moyens techniques à la disposition d'adolescents de milieux précis. Cette semaine, ce sont les mal-entendants qui ont réalisé l'émission.

20 h 40. A2. Un mauvais fils. Film de Claude Sautet avec Patrick Dewaere. En guise d'hommage... rétrospectif de la télévision à Patrick Dewaere ?

Mercredi 29 septembre

17 h 45. A2. Terre des bêtes. Un sombre bilan de l'action de l'homme face à la faune et la flore continentale et océanique.

20 h 35. A2. Les mercredis de l'information: Coca-Cola, la petite bête qui monte, qui monte. Va-t-on nous parler du génie publicitaire de la firme, ou de ses méthodes de gangster pour étendre son marché jusque dans les plus pauvres villages du Tiers Monde ?

Jeudi 30 septembre

15 h 00. A2. Gervaise. Film de René Clément. Une adaptation fidèle du roman de Zola *L'assommoir*. Avec Maria Schell.

20 h 35. TF1. Sans un mot. Téléfilm. Une fugue vue du côté des parents.

20 h 35. FR3. Trains étroitement surveillés. Film tchécoslovaque de Jiri Menzel. Les déboires sexuels d'un fonctionnaire besogneux. Un humour et une liberté de ton qui tranchent avec le style « réalisme socialiste ».

21 h 40. A2. Les enfants du rock. Un reportage sur le célèbre guitariste Jimi Hendrix.

22 h 10. TF1. Le langage des chefs. L'obsession des chefs grands et petits, des apprentis-chefs et conseillers de chefs : savoir parler aux pairs, aux supérieurs, aux subordonnés. Une émission rafraîchissante.

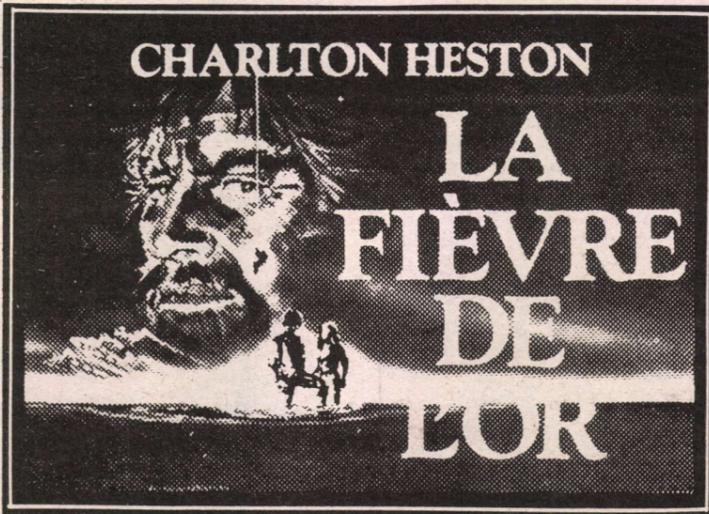


Vendredi 1^{er} octobre

21 h 35. A2. Apostrophe avec Saul Bellow.

23 h 05. A2. Ciné-club. Les amants crucifiés. Film japonais de Kenji Mizoguchi. L'exaltation d'un amour dans le Japon du XIX^e siècle, où une femme adultère risque la crucifixion. Un plaidoyer contre l'oppression des femmes.

FILM

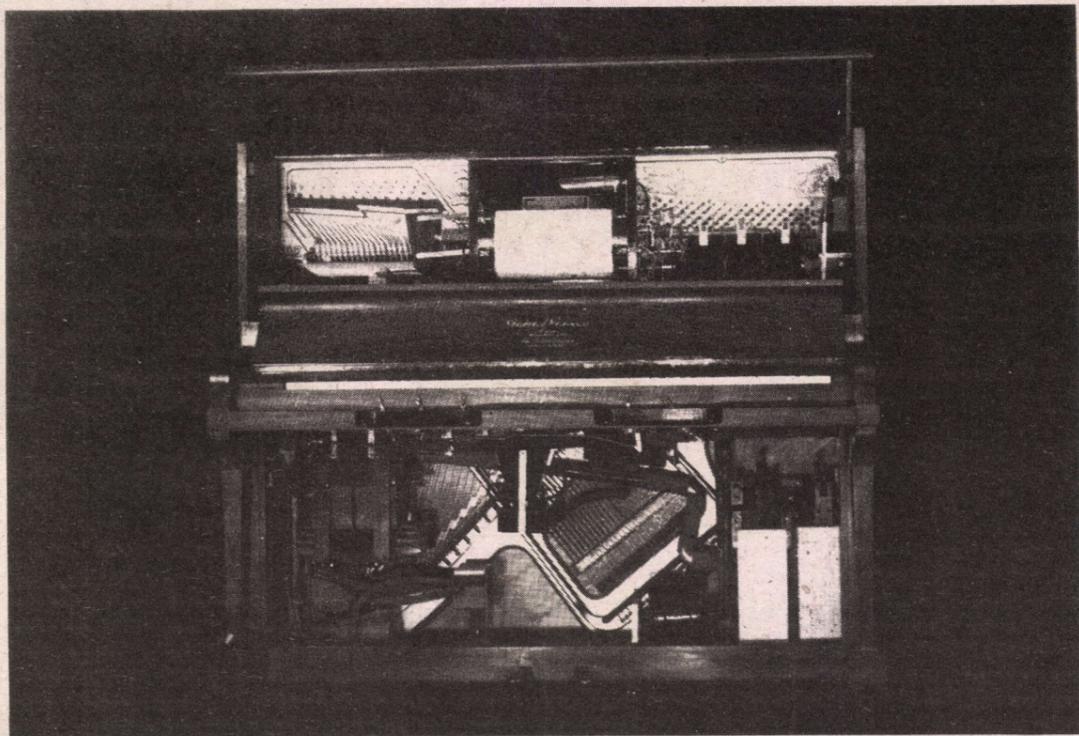


C'est une histoire de mine d'or perdue au fin fond du Grand Nord canadien, gardée par un vieux dur-à-cuire plutôt inquiet. Un jeune géologue disparaît alors qu'il est sur le point de découvrir un filon fabuleux. Son amie et un de ses copains partent à sa recherche. Sur cette idée plutôt banale, Charlton Heston a réalisé un film sans imagination qui n'arrive pas à faire vivre réellement des personnages conventionnels et sans intérêt. Les moments de suspense, très artificiels, parviennent à peine à relancer l'attention. Bref, pas de quoi attraper la fièvre... Heureusement, il y a de temps en temps de magnifiques images de la montagne, des glaciers, des forêts et des lacs canadiens. Finalement Charlton Heston ferait peut-être mieux, s'il tient à la mise en scène, de se lancer dans le documentaire... et en commençant prudemment par des courts métrages.

Claude CHARVET

EXPOSITION

Musée de la musique mécanique



Piano pneumatique « DUO-ART » Expressif.

Dans le Quartier de l'Horloge, à côté du Centre Beaubourg, on présente actuellement une étonnante collection de limonaires, orgues de barbarie, boîtes à musique, orchestrons, pianos pneumatiques et mécaniques, banjo mécanique, etc.

Ces pièces rares, prêtées par un collectionneur privé, sont présentées par des amateurs compétents qui, outre une présentation historique des différentes pièces, effectuent également des démonstrations des instruments.

Il y a des pièces étonnantes : le pianola, un piano qui

joue, à l'aide d'une bande de papier perforé et d'un système de soufflerie, avec le doigté des vedettes anciennes du piano : Alfred Cortot ou George Gershwin.

Un ancêtre du juke-box : un automate représentant une vedette de l'accordéon et son batteur, actionné par un système de soufflerie. Ils jouaient des airs dansants et aimaient ainsi des salles de bal.

Une autre machine combine le piano et le violon. La partie piano fonctionne comme le pianola, le violon est déclenché par des électro-aimants, qui mar-

« Et tout le monde riait »

Les détectives d'une agence de Manhattan sont chargés de filer des Américaines soupçonnées d'adultère par leur mari.

Malheureusement (pour les maris), les limiers ne sont pas insensibles aux charmes de ces jeunes femmes. Du coup, les filatures échouent lamentablement et les détectives — Don Juan — ne suivent plus leurs proies que pour mieux leur déclarer leur amour au détour d'une boîte de nuit, d'un restaurant ou d'un magasin de chaussures.

Ce film de Peter Bogdanovich se veut une comédie dans la tradition américaine. Il faut bien reconnaître que quelques scènes amusent, notamment quand un ténébreux détective tombe nez à nez avec son ancienne compagne ou encore quand la timidité et la maladresse d'un autre compère ne sont finalement vaincues que par le consentement agissant de sa « victime ».

Mais ces scènes restent rares et l'ensemble se traîne. A tel point que le spectateur a finalement bien du mal... à suivre les aventures de ces suiveurs et suivies de pacotille.

Stéphane HENIN

quent la position des doigts sur les cordes, et des molettes animées reconstituent le jeu de l'archet.

La sonorité de ces instruments est variable. Si les boîtes à musique sont un peu fatiguées, le son des plus belles pièces est éclatant.

Une exposition intéressante.

Jacques FONTENOY

Faute de salle, l'exposition devrait se terminer le 3 octobre prochain. Entrée : 10 F.

« Jaguar »

Aux Philippines, les chômeurs sont légions. Poldo Miranda est donc content d'avoir du travail et d'être garde du corps. Il estime son patron (un fils de famille dévoyé), il lui est très dévoué et espère, grâce à lui, s'élever dans l'échelle sociale.

Bien que ne raffolant pas de la violence, Poldo sait très bien jouer des poings pour protéger son patron et ses amis qui jouent à la guéguerre avec une bande rivale. La préoccupation essentielle de tous ces riches oisifs étant de se droguer, de boire et de se subtiliser leurs petites amies, souvent en leur promettant de les faire devenir stars.

Mais un jour, les petites bagarres habituelles deviennent plus graves. Le « jaguar » (garde du corps en argot) comprend enfin que son patron se moque de lui.

Jaguar est un film poli-



cier au suspense bien mené, mais c'est aussi un film poignant et qui révolte : le contraste est saisissant entre la misère des quartiers pauvres et l'opulence tapageuse des riches, entre la confiance un peu naïve des uns et le cynisme égoïste des autres.

Joëlle GERARD

« Killer of sheep »

C'est la vie dans le ghetto noir de Watts, à Los Angeles. Une vie triste, morne, où la pauvreté, la misère planent comme une fatalité et vous donnent le cafard.

Sous le soleil, au son du blues, on découvre des hommes, des femmes, au chômage pour la plupart, qui traînent désœuvrés, des enfants dont la seule occupation est de se battre et à qui le père enseigne de toujours rester solidaires.

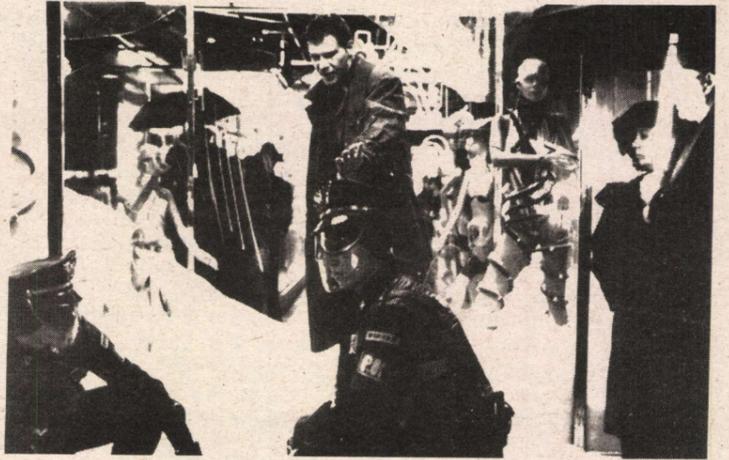
Le personnage principal travaille aux abattoirs et les moutons qu'on tue à la chaîne reviennent plusieurs fois dans le film un peu comme une obsession (d'où son titre qui signifie, en américain, « tueur de moutons »).

Charles Burnett a déclaré à propos de ce film : « Je voulais que le film ait un aspect brut, cru, sans lumière, que la texture en soit rude comme s'il avait été fait par quelqu'un qui ne savait pas faire de cinéma. Mon but n'était pas de divertir ».

Plus documentaire que film en effet, Killer of sheep dénonce et condamne.

Ghislaine GAUTIER

« BLADE RUNNER »



Los Angeles en l'an 2019 a cent millions d'habitants, et la maîtrise de la technologie s'accompagne de la misère, de la pauvreté, de quartiers en pleine déliquescence à côté d'habitations futuristes.

Blade Runner c'est d'abord cela, une description hallucinante de ce que pourraient être, dans 20 ou 30 ans, les villes américaines.

Bien sûr, c'est une fiction où le réalisateur imagine la possibilité de créer de toutes pièces des êtres vivants, les répliquants, qui seraient les esclaves des hommes.

Mais les répliquants n'acceptent plus d'être esclaves, car, en ayant toutes les caractéristiques physiques et intellectuelles des hommes, ils finissent par en acquérir les sentiments.

Mais c'est aussi un film d'action où nous suivons pas à pas la lutte que mènent les répliquants contre Blade Runner, le tueur de répliquants. Interprété par Harrison Ford, il va être peu à peu écorché du sale travail que l'on lui fait faire et tomber amoureux d'une répliquante.

A travers ce film, où règne une atmosphère oppressante de fin du monde, le réalisateur veut démontrer que les seules valeurs qui comptent finalement sont les sentiments humains, et il y réussit très bien.

Yves MORINIER

Sélection dans les salles parisiennes

Films récents...

QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR ÊTRE HEUREUX ?

de Coline Serreau.

L'histoire du tournage d'un film publicitaire au cours duquel les comédiens, humiliés et méprisés, finissent par se rebiffer. Une satire réussie du monde de la publicité.

UGC Opéra 2°. Danton 6°. Rotonde 6°. Biarritz 8°. 14 Juillet 11°. 14 Juillet 15°.

YOL.

de Yilmaz Güney et Serif Gören.

A travers les voyages de cinq prisonniers bénéficiant d'une permission pour revoir leur famille, un visage de la Turquie d'aujourd'hui et de l'oppression qui pèse sur le peuple.

Odéon 6° (vo). 14 Juillet 6° (vo). UGC Champs-Élysées 8° (vo). 14 Juillet 11° (vo). Mistral 14°. Bienvenue 15°. 14 Juillet 15° (vo). UGC-Boulevard 9°.

DIVA.

de Jean-Jacques Beineix.

Un postier aux prises avec sa passion musicale, des trafiquants, des espions et tout un monde marginal et coloré. Suspense et tendresse à la fois. Movies les Halles 1er. Ven-

dôme 2°. Panthéon 5°. Marignan 8° (sous-titré en anglais). Sept Parnassiens 14°.

MISSING.

de Costa-Gavras.

La disparition d'un journaliste américain lors du coup d'Etat de 1973 au Chili. Film basé sur des faits véridiques. Film bouleversant sur l'horreur de la dictature en Amérique latine, et sur la connivence des USA dans la préparation et la réalisation du coup d'Etat.

UGC Opéra 2°. St-Michel 5° (vo). Bretagne 6°. Danton 6° (vo). Marbeuf 8° (vo).

LA GUERRE DU FEU.

de Jean-Jacques Annaud.

D'après le roman de Rosny Aîné, les hommes à l'aube de l'humanité.

Le Lucernaire 6°.

... et moins récents

REDS.

de Warren Beatty.

L'histoire de John Reed et un petit peu celle de la Révolution russe.

George V 8° (vo).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI.

de Jacques Rouffio.

Cinquante ans après, un homme abat un nazi responsable de la mort de ses

parents adoptifs. Un film émouvant, avec Romy Schneider et Michel Piccoli. Paramount Marivaux 2°.

Z.

de Costa-Gavras.

En 1963 en Grèce, juste avant les élections, un député de gauche est assassiné par l'armée qui prépare un coup d'Etat.

Templiers 3°.



DON GIOVANNI.

de J. Losey.

L'opéra de Mozart joué et chanté en décors naturels. Calypso 17° (vo).

L'ARNAQUE.

de George Roy Hill.

1936 à Chicago : une bande de truands montent une super-arnaque pleine d'imagination contre d'autres truands. Gaumont Ambassade 8° (vo). Lumière 9°.

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE.

de Daniel Vigne.

Le XVI^e siècle truculent et gaulois dans un petit village de l'Ariège où l'on ne plaisante pas avec les capteurs d'héritage...

Marbeuf 8°.

TO BE OR NOT TO BE.

de E. Lubitsch.

Une caricature de l'Allemagne hitlérienne au travers des mésaventures d'une troupe de comédiens. Noctambules 5° (vo).

LE TROUPEAU.

de Z. Okten.

Au travers de la vie d'une famille, les problèmes de la Turquie aujourd'hui. 14 Juillet 6° (vo).

CABARET.

de B. Fosse.

A travers un cabaret, l'Allemagne et la montée du fascisme de 1931 à 1933.

Studio de la Harpe 5° (vo). Lucernaire 6° (vo). George V 8° (vo). Saint Charles Convention 15° (vo).

LA NUIT DE VARENNES.

d'Ettore Scola.

Le 21 juin 1791, il y avait du monde sur cette route de Varennes : le carrosse royal, la voiture de Casanova vieillissant et une diligence où se retrouvent mêlés malgré eux des représentants de tous les milieux sociaux, de toutes les tendances politiques qui se sont affrontés au cours des premières années de la Révolution française.

Studio de la Harpe 5°.



La nouvelle loi sur les CHS

Pas de danger pour les patrons

L'Assemblée nationale a adopté, le 22 septembre le quatrième et dernier texte des lois dites Auroux. Ce projet concerne les pouvoirs des CHS (Comité d'hygiène et de sécurité), rebaptisés CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) car ils étendront leur compétence aux conditions de travail.

Ces nouveaux CHSCT ne disposeront pas de beaucoup plus de pouvoirs que les anciens CHS. Et en particulier, ils n'auront toujours pas la possibilité de faire arrêter le travail même s'il s'effectue dans des conditions dangereuses. Cette disposition figurait pourtant parmi les 110 propositions du candidat Mitterrand aux élections présidentielles.

Mais depuis, les patrons

ont grogné, et Mitterrand s'est exécuté. Ce n'est pas la première fois, ce ne sera sans doute pas la dernière. Seule innovation notable apportée par cette dernière loi Auroux : la possibilité pour le travailleur qui s'estime en danger de « se retirer » de sa machine ou de son lieu de travail. Il a aussi la possibilité d'alerter le CHSCT en remplissant un formulaire prévu à cet effet. S'il y a différend entre les salariés et le patron, l'inspecteur du travail — ou, le cas échéant, le tribunal d'instance — tranche.

Rien donc, qui justifie les envolées sur les « droits nouveaux des travailleurs dans les entreprises » rien non plus qui puisse justifier les frayeurs affichées par certains patrons devant ces lois.

Dans les entreprises...

La politique de la CFDT contestée par les travailleurs

Les élections de délégués du personnel à la Thomson-CSF de Bagnex (Hauts-de-Seine) ont été marquées par une baisse sensible de la CFDT : avec 53 % des voix au second collège, par rapport à l'an dernier elle perd 11 % de voix, qui se répartissent entre les bulletins blancs (+ 5 %), la CGT (+ 2 %) et la section FO (+ 4,3 %), animée par des militants révolutionnaires. Dans le premier collège, le quorum n'est pas atteint, le nombre de bulletins blancs ou nuls et celui des abstentions dépassant le nombre de bulletins exprimés. Un deuxième tour devra être organisé.

Un certain nombre de travailleurs, en particulier dans un secteur de l'entreprise, sont mécontents de la CFDT, qui soutient sans la moindre critique la politique d'austérité du gouvernement. Son appui au blocage des salaires les a décidés à mener une campagne d'abstentions.

L'ambiance, au cours du dépouillement, n'était pas très rose à la CFDT. Certains militants sont très en colère... contre les travailleurs. L'un d'eux s'est écrié : « On devrait les obliger à voter ! » Il est vrai qu'ils ne s'attendaient pas à un tel désaveu.

Correspondant L.O.

Quand la CGT se bat.. pour les commandes des patrons !

A l'entreprise CGCT située à Massy, dans l'Essonne, les syndicats, et particulièrement la CGT, sont plus préoccupés des commandes du patron que le patron lui-même. En effet, celui-ci avait prévu une semaine de chômage partiel payé à 100 % (50 % par les Assedic, 50 % par la CGCT) du 20 au 24 septembre. ITT n'étant pas d'ailleurs à son coup d'essai pour piocher dans les caisses de chômage, en mai dernier, nous avions déjà eu une semaine de chômage partiel.

Que le patron de CGCT ne soit pas pressé de livrer ses commandes, voilà qui fit bon dir les syndicalistes CGT en mal de « bataille de la production ». Ceux-ci, de comités d'Entreprise en ministères, en passant par l'Inspection du travail, dépensèrent toute leur énergie pour faire entendre au patron qu'il fallait sortir les commandes à temps et

satisfaire les clients.

Evidemment, devant des syndicats aussi soucieux des profits de leur patron, celui-ci annula le chômage partiel de septembre, repoussant la mesure à octobre, date à laquelle il ne sera plus là, puisque la CGCT qui est encore une filiale d'I.T.T., sera alors nationalisée.

Inutile de dire que l'attitude de la CGT a fait pas mal de mécontents dans l'usine parmi les travailleurs. Car même si ceux-ci ne considèrent pas comme rassurant le chômage partiel, personne ne pouvait être mécontent de la perspective d'une semaine de congés supplémentaires payée intégralement... Eh bien si ! Il y avait des mécontents : les zélés défenseurs de la « production française », eux, préférèrent travailler et... nous faire travailler !

Correspondant L.O.

GRANDE-BRETAGNE

La classe ouvrière solidaire des travailleurs de la santé en grève

La confédération des syndicats britanniques TUC a appelé le mercredi 22 septembre à une journée d'action dans tout le pays avec des arrêts de travail par solidarité avec les travailleurs du secteur santé qui, depuis cinq mois, sont en lutte pour les revendications salariales (ils demandent 12 % d'augmentation).

La veille de la journée d'action, Mme Thatcher, en voyage au Japon, a tenu à condamner de là-bas, par avance, ces grèves qui, selon elle, étaient gravement préjudiciables à l'économie britannique et même risquaient de remettre en cause les efforts commerciaux qu'elle était en train de faire auprès des industriels japonais : faire apparaître la Grande-Bretagne comme un pays de grèves et de mouvements sociaux allait décourager les investisseurs. Cela n'a pas empêché que, mercredi matin, les journaux londoniens n'ont pas paru, tandis que les transports de la capitale, les ports, les services publics, étaient fortement perturbés. Appelés à 24 heures de grève, les mineurs, eux, ont déserté les puits... Bref, une journée que les syndicats ont considérée comme un succès.

Les travailleurs britanniques ont de nombreuses raisons d'exprimer leur mécontentement. Les récentes statistiques du chômage que vient de publier le ministère britannique du Travail font apparaître que 3 343 000 Anglais (soit 14 % de la population active) sont actuellement sans emploi. Ce taux place la Grande-Bretagne au premier rang de spays de la



CEE au point de vue du chômage. Et ces chiffres sont en dessous de la réalité, puisque, d'après un autre service officiel qui a procédé à une « enquête générale sur les foyers », 700 000 personnes sans travail n'étaient pas inscrites dans les bureaux de chômage. Le nombre réel des chômeurs doit en fait dépasser les 4 millions.

Officiellement, le revenu réel par habitant a diminué de 2 % pour la seule année 1981. C'est une moyenne, ce qui signifie que cette baisse est beaucoup plus importante pour toute une partie de la population.

Pour le premier semestre

1982, les augmentations de salaires sont les plus faibles depuis cinq ans.

Parallèlement, la production manufacturière a chuté de 15 % de 1979 à 1981, et aucun signe de relance ne vient démentir cette tendance.

Quoi d'étonnant alors que le défi lancé par les syndicats britannique au gouvernement, en montrant qu'ils refusent de se plier aux lois anti-grèves votées par les conservateurs en 1980, interdisant justement les grèves de solidarité, ait été apprécié des travailleurs qui ont suivi largement le mouvement.

Bertrand GORDES

PHILIPPINES

Tortures et assassinats

Alors que le président Reagan est aux Philippines, où il rend visite au président Marcos, qu'il avait tenu, il y a à peine une semaine, à féliciter pour avoir fait « de grands progrès » dans le domaine des droits de l'homme, Amnesty International vient de publier un rapport sur la répression et les assassinats perpétrés par le régime philippin.

Ce rapport fait état de nombreux enlèvements et disparitions dont sont responsables les forces armées et « des groupes paramilitaires irréguliers qui opèrent en accord avec le gouvernement ». « Les forces gouvernementales, affirme le rapport, ont, au cours des dix-huit mois écoulés, en dépit de la levée de la loi martiale, arrêté illégalement, torturé ou tué arbitrairement des centaines de personnes à travers le pays ». D'après

Amnesty, il y aurait actuellement aux Philippines plus de 800 personnes sous le coup d'une condamnation à mort ; on aurait recensé plus de 230 disparitions entre 1975 et 1980 ; les meurtres individuels ou collectifs touchent « de nombreux paysans et ouvriers agricoles, des dirigeants locaux, des travailleurs, des travailleurs sociaux »...

Ainsi, le 19 avril 1981, l'armée avait tiré dans la foule qui se trouvait devant la cathédrale de Davao-City, faisant 19 morts et 150 blessés ; deux jours après, les gendarmes enlevaient deux frères, dont les cadavres ont été découverts criblés de balles.

Un récent bulletin du Comité Solidarité Philippines de Paris signale pour sa part que, le 13 août dernier, plusieurs militants syndicaux et le président d'une formation d'opposition,

le Mouvement du Premier Mai, ont été arrêtés à Manille, au cours de plusieurs rafles dans les bureaux des syndicats : on est toujours sans nouvelle du responsable du Mouvement du Premier Mai. Le 27 août, le gouvernement du président Marcos prétendait avoir déjoué un complot, prétexte à une nouvelle vague d'arrestations : parmi les personnes arrêtées, quatre responsables du Parti Communiste Philippin, interdit...

Voilà probablement ce que Reagan appelle des « grands progrès » dans le domaine des droits de l'homme. Mais il est vrai que les pires dictatures de la planète sont toujours assurées de bénéficier du soutien des grandes puissances impérialistes : après tout, ce sont, n'est-ce pas, aussi leurs intérêts qu'elles servent.